

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

14<sup>e</sup> ANNEE - N° 236  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 29 janv. au 11 fév. 77

Un remède contre la lutte prolétarienne :

## Les élections en permanence

En 1919, la Gauche qui allait diriger pendant quatre ans le Parti Communiste d'Italie déclarait : nous sommes entrés dans la période historique de la révolution prolétarienne, les partis communistes doivent consacrer toutes leurs forces à la préparation du parti et des masses dans cette perspective. « Dans la période consacrée à cette préparation, tous les efforts du parti communiste tendent à créer l'ambiance de la dictature prolétarienne en défendant pas seulement

en paroles, mais en fait, le principe du gouvernement de la société par la classe ouvrière et la suppression de tous droits politiques pour la minorité bourgeoise.

« Si en même temps on voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire. »

Dans le débat de la Gauche avec Lénine au II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, débat mené sur les bases de la reconnaissance commune de la nécessité de renverser et de détruire l'Etat bourgeois, « d'édifier sur ses ruines un nouveau pouvoir » (Zinoviev), la Gauche n'avait pas négligé les arguments de Lénine en faveur du parlementarisme révolutionnaire : la nécessité de ne pas abandonner, en général, le terrain politique (ce qui nous différencie totalement des anti-parlementaires anarchistes ou syndicalistes); l'avantage de la publicité, les possibilités d'agitation pendant la campagne et, secondairement, au parlement même, la dénonciation sur le terrain et dans l'action de l'impossibilité pour le parlement le plus démocratique d'être autre chose que l'instrument des intérêts du capi-

tal, la forme la plus achevée de l'Etat bourgeois. Mais nous disions déjà alors : ces éléments positifs, mais secondaires dans la lutte révolutionnaire, nous les paierions désormais trop cher, dans les aires où la démocratie installée a déjà exercé largement son influence corruptrice sur les masses et sur les partis. Nous les paierions trop cher, parce que la machine électorale hypertrophiée absorbe de façon disproportionnée les énergies morales, intellectuelles, matérielles et financières du parti, les détournant de la préparation révolutionnaire; surtout, parce que la préparation électorale tend à empêcher la clarification politique à l'intérieur du parti lui-même, à faciliter les regroupements équivoques et les compromis programmatiques, à entraver la sélection des forces nécessaire

### DANS CE NUMERO :

- Dans les cinq continents (p. 3)
- Syndicats, luttes ouvrières (p. 4)
- Interventions, correspondance (p. 5)
- Le maoïsme et les deux lignes (p. 6)
- Révolution et contre-révolution en Russie (p. 7).

pour la formation des partis communistes, qui avaient en Europe un grand retard sur le parti bolchévique du point de vue de l'expérience, de la clarté politique et de l'organisation; enfin, nous montrons le risque de renforcer dans les masses au lieu de les détruire, les illusions pacifistes et légalistes sans cesse ali-

(suite page 2)

## Drapeau déployé, le chauvinisme

### ● C'est la faute à l'Allemagne...

La sidérurgie nationale et la machine-outil sont-elles dans une crise terrible ? C'est la faute à l'Allemagne qui produit et vend à trop bon marché grâce à ses cartels ! « Notre » agriculture ne parvient-elle pas à écouler sa production ? C'est la faute à l'Allemagne qui ne veut pas acheter « nos » produits ! A l'heure où les différentes bourgeoisies demandent à leurs classes ouvrières respectives de se serrer la ceinture, afin de pouvoir exporter plus et à moindre prix sur un marché international de plus en plus encombré, les responsables désignés tant par les économistes libéraux que par l'opportunisme ouvrier ne sont pas le mécanisme du capital lui-même et ses défenseurs dans tous les pays : le responsable, c'est le concurrent...

Le gouvernement commet-il une bétise énorme en arrêtant puis en relâchant aussi précipitamment le dirigeant palestinien Abou Daoud, au point que l'honneur national est en jeu ? C'est la faute à l'Allemagne ! La cause de ces revirements qui font perdre la face de tous les côtés à la fois ne doit pas être recherchée dans la contradiction inévitable entre les exigences du maintien de l'ordre et celle de faire des affaires : il faut la rechercher dans les tergiversations de l'ami en maintien de l'ordre mais concurrent en affaires : non dans le capitalisme, mais dans l'excès de capital personnifié dans le concurrent...

La pression politique de la bourgeoisie se fait-elle plus forte, afin d'accompagner la pression économique accrue par la crise, et la démocratie se blinde-t-elle toujours plus ? C'est la faute à l'Allemagne ! C'est elle qui,

(suite page 2)

## Maghreb

### ● En Algérie, la co nédie électorale continue

Après le référendum sur la Charte nationale et les élections présidentielles, voici que le régime de Boumédiène appelle les masses à élire leurs « représentants » à l'Assemblée Populaire Nationale le 4 février, afin de permettre au « pouvoir révolutionnaire » de parachever la construction de l'« Etat socialiste », complétant ainsi l'appareil mis en place à l'échelle locale avec les Assemblées Populaires de Commune et de Wilaya (APC et APW) en 1967 et 1969.

Les prolétaires et les masses paysannes pauvres devront tôt ou tard découvrir l'incapacité de ces Assemblées à résoudre leurs problèmes.

Il ne suffirait pas en effet qu'elles soient démocratiques pour donner le pouvoir aux classes exploitées, comme le laisse penser cette opposition démocratique qui se manifeste actuellement avec Lebjaoui, le fondateur de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Algérienne (OCRA), mais qui se retrouve aussi dans le Parti de la Révolution Socialiste (PRS) et le Front des Forces Socialistes (FFS) si on se souvient des déclarations de Boudiaf et Ait-Ahmed relatives à la Constitution de 1976. De telles assemblées réformées, mêmes les plus démocratiques qui soient, ne constitueraient en effet nullement un instrument d'émancipation prolétarienne car, tant que restera en place l'appareil répressif actuel (armée, police, tribunaux), elles seraient confinées dans un rôle subalterne. Et nous devons ajouter que dans une ré-

(suite page 3)

## Un salaire toujours plus maigre

### ● En Italie, avec l'accord déclaré de l'opportunisme

Face aux attaques répétées du patronat et du gouvernement, et à une augmentation du coût de la vie que les experts évaluent à 30 % pour 1977, la classe ouvrière se heurte, en Italie comme ailleurs, mais de manière peut-être plus évidente encore, à l'alliance ignoble de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Les rencontres Syndicats-Patronat, Syndicats-Gouvernement en vue de l'assainissement de la situation économique sont sur le point de donner les résultats attendus, malgré les retards apportés aux négociations par les fausses brouilles et les fausses sorties qui sont de règle entre « partenaires sociaux » pour mieux tromper les prolétaires.

Tout ce temps ne s'écoule pas en vain. De comité directeur en comité directeur, les syndicats montrent toujours plus de « disponibilité » : sur la question de l'abolition de sept jours fériés, l'augmentation du travail posté, les heures supplémentaires, l'échelonnement des vacances, la mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, etc. Le dernier comité directeur CGIL-CISL-UIL a fait un nouveau cadeau de taille au patronat, en proposant de supprimer à partir de

1977 l'indemnité de vie chère dans le calcul de l'indemnité versée au travailleur qui prend sa retraite, qui en Italie, s'ajoute à la pension de vieillesse.

Si on prend comme exemple la métallurgie, la proposition syndicale signifierait, pour un ouvrier prenant sa retraite en 1977 au bout de 35 ans de service, une perte de 1 397 194 lire (environ 8 000 francs), pour un employé, une perte de 2 256 000 lire (environ 13 000 francs). Pour tous les autres travailleurs qui ont plusieurs années devant eux avant la retraite, la perte augmenterait d'année en année, de façon à bloquer l'indemnité de mise à la retraite à son niveau de 1976.

C'est ainsi qu'une conquête arrachée par les travailleurs au bout de plusieurs années de lutte est liquidée en deux mots par les syndicats. Comme le dit le rapport Lama au comité directeur de la mi-décembre : « L'indemnité de mise à la retraite est née à une autre époque, lorsque les retraites étaient purement symboliques ou inexistantes et que les travailleurs devaient passer par de longues et fréquentes périodes de chômage ». Comme si aujourd'hui la classe ouvrière

jouissait du plein emploi, comme si cette indemnité ne servait pas à joindre les deux bouts en attendant qu'arrive une pension d'ailleurs rendue de plus en plus misérable par l'inflation galopante !

D'après le patronat, la proposition est encore insuffisante. Et les syndicats de crier : « On ne touche pas à l'échelle mobile ! » Mais la glace est rompue, et la finesse de la stratégie de Lama n'a pas échappé aux observateurs bourgeois les plus avertis. En effet, d'autres « ouvertures » s'annoncent. Après un premier refus devant l'exigence patronale de ne payer l'indemnité de vie chère que tous les six mois et non tous les trois mois comme c'est le cas actuellement (d'où une perte de salaire d'environ 110 000 lire par an en moyenne, soit 600 francs), les syndicats en viennent à une position plus « souple » et commencent à parler de la possibilité de « suspendre exceptionnellement » pour un an les effets de l'augmentation trimestrielle de l'échelle mobile.

A cette « ouverture » de l'opportunisme vis-à-vis des exigences du capital ne peut que correspondre une « fermeture » claire et nette vis-à-vis des revendications salariales. Comme le dit le rapport Lama déjà cité : « Si la revendication d'augmentations généralisées est en dehors de notre ligne, qui se fonde sur l'échelle mobile et rien que sur

(suite page 4)



## Contre la répression des mouvements anti-impérialistes !

La répression qui frappe l'OCA n'est pas isolée. Elle se place dans une longue tradition de persécution des mouvements anti-impérialistes par l'Etat français. Ceci est bien compréhensible pour un impérialisme qui a de solides intérêts en jeu en Afrique comme au Moyen-Orient de chercher à frapper ceux qui, dans ces pays et dans la métropole, dénoncent les crimes des régimes locaux et s'en prennent à notre glorieuse démocratie.

Récemment, les expulsions d'étudiants iraniens ont suivi celles de syndicalistes marocains, de dirigeants de la lutte de la SONACOTRA, et il semble que cette répression entre dans un plan d'ensemble à l'échelle européenne. C'est peu dire quand il s'agit de l'Afrique noire, que l'Etat français est « l'allié des fantoches locaux » : il est bien souvent leur maître. Il n'est donc pas étonnant que la répression contre l'OCA s'accompagne de mesures d'intimidation et de menaces de répression — au nom de circulaires discriminatoires — envers toutes les organisations africaines : organisations d'étudiants comme l'UNEK ou organisations de travailleurs immigrés.

Encore une fois, nous devons répéter devant l'immédiatisme impuissant qui prétend lutter contre cette répression au nom des libertés démocratiques bafouées et en faisant appel aux « forces ouvrières et démocratiques » — c'est-à-dire l'opportunisme ouvrier et les démocrates bêtards — que ces dernières ont toujours trahi les mouvements anti-impérialistes. Nous devons répéter que tous les efforts doivent tendre à agiter parmi le prolétariat le besoin de défendre les militants qui se dressent contre le même ennemi que lui, l'impérialisme français, c'est-à-dire parmi la seule classe qui puisse ainsi leur apporter une aide sérieuse :

- Annulation de l'interdiction de l'OCA !
- Solidarité impérative avec les militants anti-impérialistes frappés par la répression !
- Contre toute discrimination politique en France contre les travailleurs immigrés et les militants anti-impérialistes !

# Les élections en permanence

(suite de la page 1)  
mentées par la bourgeoisie et les partis sociaux-démocrates.

Les raisons de notre abstentionnisme étaient donc, si l'on veut, des raisons tactiques (et non des raisons de principe comme pour les anarchistes) : mais cet ensemble de raisons tactiques durables pour les zones à longue et ruineuse tradition démocratique constituait finalement un point de non-retour, un jugement historique définitif, dont nous pensions que les années suivantes ne pourraient d'une part que confirmer la validité et d'autre part qu'entraîneraient finalement l'adhésion de ceux qui, tout en se plaçant sur le terrain communiste, avaient une appréciation différente.

\*

Le demi-siècle écoulé depuis n'a que trop confirmé la première partie de cette prévision : il a marqué le triomphe sur le mouvement ouvrier de la gangrène démocratique sous tous ses aspects, et notamment sous celui de la soumission aux commandements sacrés du rituel électoral. La bourgeoisie a perfectionné l'usage des élections comme soupape de sécurité pour faire tomber la pression des flambées de lutte revendicative, ou dévier le mécontentement du prolétariat dont la crise aggrave les conditions de vie (voir juin 68 en France, les élections anticipées de juin 76 en Italie, pour ne citer que des exemples proches et récents).

Mais elle n'aurait pu parvenir à domestiquer, intégrer à ce point la lutte autonome du prolétariat sans l'aide décisive de l'opportunisme stalinien, digne héritier de la social-démocratie classique, qui a proclamé la voie parlementaire d'abord étape nécessaire, puis seule et unique voie vers ce qu'il n'ose même plus appeler le socialisme. Parallèlement, l'opportunisme à la tête des partis et des syndicats encadrant la classe ouvrière a fait des élections le centre de gravité de toute son activité, le calendrier souverain qui décide si l'on peut ou non faire grève, le pivot de sa politique d'alliance, le principe actif essentiel de son organisation (c'est pourquoi nous disons que même dans leur structure, ces partis ouvriers bourgeois seront inutilisables pour des fins révolutionnaires). Si une partie de la classe ouvrière, poussée par ses besoins matériels, tend à retrouver le sens de son indépendance de classe, ces grands prêtres des élections sont là pour les refouler dans le creuset commun de l'unité nationale autour de l'urne : tous « libres et égaux », dans un « climat de responsabilité et de sérénité », dans le respect de la loi et de la paix sociale ! Avec l'appât d'un « gouvernement de gauche » dont les cinquante années écoulées confirment aussi qu'il n'a été qu'un mirage permettant à la bourgeoisie de passer les caps difficiles, en paralysant la classe ouvrière appelée alors à renforcer l'Etat bourgeois et à s'offrir elle-même aux sacrifices, pour « ne pas donner de prétexte à la réaction » !

A leur traîne, les groupes d'extrême gauche, en bons centristes qu'ils sont pour la plupart, prétendent combiner les moyens de lutte parlementaires et extraparlementaires : mais ils finissent par faire aussi de la foire électorale le pôle de leur activité en direction des masses (pas une élection partielle qui n'ait été ces dernières années, l'occasion d'âpres marchandages), et même le moteur de la formation du parti : on a vu en Italie l'an dernier la gauche « extra-parlementaire » former ainsi un conglomerat informe, mais uni dans la chasse aux voix et le suivisme envers le PC. De même, le pouvoir magique de l'urne vient de réussir là où plusieurs années de tractations avaient échoué : dans la triple alliance LO-LCR-OCT sur une place-forme qui est un concentré de leurs équivoques particulières, avec le serment de servir l'Union de la gauche au second tour !

Les élections voie obligatoire du changement politique, fin dernière de la lutte de classe — une lutte de classe dont elles étaient, pour la Troisième Internationale, un instrument tout à fait secondaire —, moyen de formation du parti dans la plus grande confusion programmatique : voilà l'aboutissement du courant qui a englobé la voie de l'autonomie de classe, et contre lequel il faut lutter pied à pied pour retrouver le chemin de la préparation révolutionnaire, et même pour pouvoir exercer une pression efficace dans les luttes immédiates contre l'offensive bourgeoise.

# Drapeau déployé, le chauvinisme

(suite de la page 1)

avec ses lois scélérates, ses tribunaux bunkers, sa torture blanche et ses interdits professionnels, donnerait un mauvais exemple à notre Sainte Nitouche de bourgeoisie française qui serait incapable d'y penser toute seule. Comme si cette dernière n'avait pas prouvé depuis près de deux cents ans de domination de quels exploits elle était capable ! En réalité la démocratie se fait toujours plus terroriste pour les mêmes raisons qui poussent toutes les bourgeoisies à se barricader toujours plus ; et, dans ce mouvement, l'Etat allemand se trouve à l'avant-garde tout simplement pour la même raison qui nous fait, nous, considérer le prolétariat allemand comme un bataillon décisif de la révolution communiste future !

## ● Sans stalinisme, pas de gaullisme

Dans son livre, *L'aventure de la fidélité*, le gaulliste Charbonnel verse des larmes sur la grandeur perdue : « Bien loin d'être conçue comme l'instrument exemplaire d'un grand dessein, la France giscardienne se voit assigner un objectif plus modeste assurément mais aussi beaucoup plus égoïste, celui de ruminer les verts pâturages des démocraties « paisibles et réfléchies ». La France du libéralisme avancé doit renoncer aux grandes ambitions et se contenter de jouer dans le monde le rôle d'une puissance moyenne, à mi-chemin entre une Angleterre et une Suisse revues et corrigées par l'enseignement d'André Siegfried ». Et Laurent Salini qui cite cet extrait dans *L'Humanité* du 12-1-77 d'en rajouter, en expliquant que les « idées » du

PC aussi « expriment une certaine idée de la France, de son histoire, de ses moyens, de son avenir, qui n'est pas de devenir une Suisse hexagonale ».

On s'en doute, ce ne sont pas les affairistes qui ont hissé Giscard au pouvoir qui peuvent conférer à l'impérialisme français, décadent et déclinant, mais toujours aussi avide — même si son poids relatif devient nécessairement celui d'une Suisse, à l'heure des super-puissances — un visage autre qu'égoïste. Seul le gaullisme, en s'appuyant sur le chauvinisme, a pu enrober l'impérialisme français d'un air d'altruisme et d'idéalisme de pacotille avec la Résistance et la décolonisation (comme si cette dernière était due à la sollicitude de la France et non à la lutte armée en Indochine et en Algérie). Mais il n'a pu le faire que parce que le stalinisme lui en a donné les moyens en brisant toute vie de classe indépendante du prolétariat et en fournissant le langage de la communion des classes dans les principes éternels de la liberté, de la nation et du progrès social (même conjugués encore avec la dictature et la révolution). Sans la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi, pas de résistance et pas de gaullisme ! Et aujourd'hui que les rêves de conciliation des classes de ce dernier se sont brisés sur ce résultat de la réorientation du capitalisme français qu'a été la grande grève de mai 68 ; aujourd'hui qu'il a perdu son influence sur le prolétariat et recolle à lui la droite et l'extrême droite traditionnelles, aujourd'hui que le gaullisme est devenu avec Chirac, par la transition de Pompidou, un parti bourgeois traditionnel, que fait l'opportunisme, sinon tenter de lui insuffler une nouvelle vie ? Mais ce nouveau gaullisme ne serait qu'une caricature du premier, car le stalinisme n'a plus les accents d'hier : il ne peut plus marier comme avant la révolution et la nation, parce que la révolution, il ne la revendique même plus...

## ● L'OCT le découvre : l'ennemi n'est plus dans notre pays !

La campagne chauvine rampante de la bourgeoisie et de l'opportunisme contre l'Allemagne de l'Ouest — toujours occupée militairement par les USA, la France et l'Angleterre — est en train de trouver des prosélytes « révolutionnaires ». Témoin la toute neuve OCT, qui vient de partir en guerre contre « l'hégémonie de l'impérialisme germano-américain en Europe ». Il est significatif qu'elle le fasse au moment même où, d'après elle, la montée des luttes serait arrivée à une situation de « crise prérévolutionnaire » (*L'Etincelle*, n° 5, 13-1-77), et où le capitalisme français serait devenu « faible » par rapport à ses concurrents américains, allemands et nippons à cause de l'écart que ces derniers creusent dans la guerre économique en mettant à profit ces luttes : bref au moment même où, en bonne logique révolutionnaire, ce serait une trahison de ne pas mettre à profit le développement des énergies du prolétariat et l'affaiblissement de la bourgeoisie pour se préparer à l'abattre.

La couverture « théorique » de ces contorsions est que sans une « indépendance réelle » (entendez en fait : sans un excédent de la balance des paiements) on risquerait une emprise financière et politique des impérialismes plus forts, qui viendrait ainsi renforcer le camp « instable » de la contre-révolution « locale ». En somme : renforçons-le nous-mêmes, pour qu'il n'ait pas besoin de l'être de l'extérieur ! Dans les situations de

crise, défendons non le prolétariat, mais l'économie nationale ! Et effrayons les prolétaires en leur cachant que si toutes les bourgeoisies, déficit ou pas, sont coalisées de par leur nature contre la révolution prolétarienne (n'était-ce pas là une des leçons de la Commune ?), c'est parce que le prolétariat international peut justement — à moins d'être ligoté par des opportunistes ouverts ou cachés derrière la phrase révolutionnaire — bâtir sa propre coalition de classe, en se donnant pour programme d'attaquer en premier lieu, dans chaque pays, sa propre bourgeoisie et son propre Etat. L'OCT au contraire invite les prolétaires allemands à se porter au premier rang de la lutte contre l'impérialisme « germanique » et leur promet de les... aider dans cette tâche, en oubliant pour le coup d'attaquer l'impérialisme français.

En fait, la position de l'OCT revient à renvoyer la révolution prolétarienne pour toujours et dans le monde entier. Celle-ci ne devrait pas, en effet, commencer dans les pays « faibles », mais dans les pays « forts ». Or, comme chacun sait, elle ne peut pas commencer dans les maillons forts de la chaîne de la domination bourgeoise, mais dans ses maillons faibles. Alors ? L'impossible révolution simultanée ? C'est avec de pareils sophismes que les Kautsky et Cie sabotèrent, non pas la première boucherie impérialiste, mais la lutte prolétarienne et la révolution communiste.

Heureux impérialisme français, qui peut compter sur une telle opposition d'« extrême gauche », prête à dévier, le moment venu, la lutte prolétarienne de sa cible historique ! En vérité, l'OCT est bien partie pour mériter un jour les quelques strapontins de conseillers municipaux et de députés auxquels elle aspire tant...



## Premiers pas du capitalisme chinois (3)

A partir de 1970 la Chine commence donc à s'ouvrir à l'étranger afin d'obtenir les moyens permettant d'accroître le rendement agricole (\*).

Comme nous l'avons déjà vu, la première méthode qu'elle a employée pour y arriver a été l'introduction, dès 1956, de semences améliorées. Or la production nationale était trop lente étant donné le peu de céréales soustraites à la consommation. La seule façon d'accélérer cette introduction était l'importation, qui en plus permettait de libérer une partie des

fameux 30 % destinés à « l'expérimentation et la recherche ». En tout cas, même si elle en importe aujourd'hui des quantités importantes, la Chine tend à produire elle-même les semences améliorées génétiquement, ce qui dans l'avenir sera un formidable atout pour son développement agricole. Remarquons cependant que, pour certaines cultures, la production avec des semences améliorées est déjà importante : 80 % pour le soja, 70 % pour le maïs, la presque totalité du sorgho.

### L'intégration au marché mondial

Par contre l'introduction du riz — l'aliment de base — et du blé améliorés progresse très lentement et ne représente aujourd'hui que 19 % pour le premier et 9,3 % pour le second. Cela a une double explication : ces cultures demandent une plus grande étendue de terres et, d'autre part, la culture à haut rendement exige une quantité importante d'engrais. Cette deuxième cause est une autre chaîne liant la Chine au marché mondial.

La plupart des engrais utilisés en Chine sont de nature organique, provenant surtout des déchets agricoles mélangés aux excréments de bétail, de la volaille, etc., et aussi, bien sûr, des déchets de la population chinoise. L'engrais organique a suffi jusqu'au niveau de production de 1960, mais à partir de cette date l'introduction d'engrais chimiques devient une question de vie ou de mort pour l'agriculture chinoise. Or la production nationale se basait au début sur les fameuses « industries domestiques » liées aux communes qui, avec un rendement très bas, produisaient un type d'engrais très médiocre, que l'agriculture moderne de l'Occident n'emploie pratiquement plus : le bicar-

bonate d'ammonium. Le besoin urgent d'engrais ne laissait, encore une fois, qu'une issue : l'importation et d'engrais chimiques, et d'usines pour les produire. C'est ainsi que dès 1972 la Chine devient le premier importateur mondial d'engrais, en même temps qu'elle développe la pétrochimie, en achetant aux USA, au Japon et à l'Allemagne de gigantesques usines. Ces usines assurent déjà 50 % de la production nationale d'engrais, et les 13 usines les plus modernes, construites après 1972 (notez la date), sont les plus grandes du monde.

Mais, malgré le formidable boom de la pétrochimie, la Chine ne pourra pas satisfaire à court terme ses besoins en engrais. En effet si nous prenons pour base le besoin d'une agriculture moderne (USA : 120 kg d'engrais par hectare), il faudra en 1980 à la Chine 60 à 70 millions de tonnes d'engrais. Mais elle ne pourra produire que moins du tiers de ce volume, soit 75 kg/ha sur les 240 kg/ha qui seront nécessaires compte tenu des récoltes multiples qui doublent au moins les besoins d'engrais. Par conséquent la Chine devra s'intégrer toujours davantage au

marché mondial, ne fût-ce que pour compléter sa production nationale.

Venons-en à cet autre facteur fondamental du rendement de l'agriculture que sont les machines agricoles. Leur production connaît un développement remarquable (14,6 % de plus en 1974 par rapport à l'année précédente) grâce bien sûr à l'importation de biens d'équipement. Nous n'avons pas de données sur la part que l'industrie moderne occupe dans la production nationale dans cette branche, mais un chiffre permet de nous faire une idée : de 1972 à 1974, tandis que les prix agricoles réels augmentaient de 16 % (inflation socialiste ?), celui des machines agricoles baissait de 15,7 % (dans la même période, le prix des engrais a aussi baissé de 9,7 %). Ce chiffre est (suite page 8)

(\*) Remarquons en passant que cette ouverture a coïncidé avec les jeux de scène politiques qui ont fini par la chute de Lin Biao. En effet, un des facteurs qui a stimulé cette ouverture a été, comme nous le verrons par la suite, le boom pétrolier de 1969-70. En 1970, sous prétexte de lui annoncer l'auto-suffisance chinoise en pétrole, Chou En-lai appelle à Pékin le « sinologue » américain E. Snow, et lui demande de se faire le promoteur du célèbre match de ping-pong ; en octobre 70, Mao fait savoir par l'intermédiaire de ce même Snow la volonté chinoise de négocier avec les USA. Un mois avant, en septembre, Lin Biao — le nationaliste outrancier, chef de l'armée paysanne et leader de la lutte contre Liu Chao-chi accusé d'être le « restaurateur du capitalisme » et d'avoir voulu ouvrir la Chine à la technologie et aux capitaux étrangers — tombe en disgrâce. Si le pendule a effectué un mouvement inverse en 1975 avec l'élimination de Teng Hsiao-ping, voici qu'aujourd'hui la défaite de la « bande des quatre » consacre son retour et la politique d'ouverture.

## Emeutes en Egypte

L'Egypte a connu l'an dernier un taux d'inflation de 30 %. La grande majorité de la population vit dans la misère. L'agitation sociale y est permanente. Le SMIG, pour ceux qui travaillent, s'élève à 120 francs par mois (au mois de septembre dernier 1 kg de viande valait 10 francs). La grève est considérée comme un délit.

Pour faire des économies — le déficit budgétaire pour 1976 atteint 25 milliards de francs et les dettes extérieures, civiles et militaires, varient, selon les calculs, entre 40 et 70 milliards de francs —, le gouvernement a décidé à la mi-janvier, sous la pression du Fonds Monétaire International et des pays arabes producteurs de pétrole, de supprimer les subventions accordées jusqu'ici aux produits de consommation courante. Le sucre devait augmenter de 3,3 %, le riz de 16 %, la bouteille de butane de 46 %, l'essence de 31 %, les cigarettes de 12 %, etc. Même le prix du pain qui n'avait pas bougé depuis des années — on avait préféré diminuer le poids — devait augmenter. Les masses sont descendues dans la rue en conspuant Sadate et les privilégiés du régime.

Selon un témoignage rapporté par **Le Monde**, un jeune manifestant disait : « Si nous n'étions pas descendus dans la rue, nous aurions accepté de vivre dans un état pire que celui des bêtes ».

Le Raïs a donné l'ordre de tirer, le couvre-feu a été instauré, l'armée quadrille Le Caire. Quand la police reçut l'ordre de tirer, la foule répliqua : « De toute façon nous mourrons de faim, alors Sadate, tue-nous avec des balles. » Il y a eu au moins 80 morts, plus de 800 blessés, 2 000 arrestations, mais les hausses ont été rapportées, même si c'est provisoirement sans doute.

C'est au prix de leur sang que les prolétaires ont arraché cette maigre victoire à l'impérialisme et aux classes dominantes d'Egypte. Que dans ce sacrifice ils puisent la force de s'organiser pour leurs propres intérêts de classe !

## MAGHREB

(suite de la page 1)

volution, le prolétariat et les paysans pauvres auraient besoin d'une autre forme de représentation et de pouvoir — les conseils — et chercheraient à les imposer.

Mais les Assemblées présentes n'ont même pas le minimum de caractères qui intéressent la lutte des classes exploitées. Il est bien évident que le FLN ayant le monopole du choix des candidats, seuls peuvent y siéger les notables et les beni-oui-oui locaux. Ce qui exclut d'un côté que l'institution de l'APN reflète les luttes qui opposent entre elles les fractions et les classes dominantes, et, de l'autre côté, que les députés puissent y faire valoir les intérêts du prolétariat et des masses paysannes pauvres.

Ces Assemblées ne sont donc qu'un faire-valoir pour le régime et une mascarade complète destinée à canaliser et à étouffer les tentatives de protestation populaire. Il est donc clair que les prolétaires et les masses exploitées doivent leur tourner le dos et œuvrer pour la défense et l'amélioration de leurs conditions de vie et de lutte par d'autres moyens.

### • La répression au Maroc

Un procès monstre s'est ouvert à Casablanca contre 178 militants d'organisations d'opposition, parmi les centaines d'exilés ou pire, ceux qui sont depuis de longs mois et même des années en prison, où ils ont subi des traitements qui ont entraîné la mort de plusieurs de leurs camarades. Leur crime ? Avoir lutté contre la monarchie de Hassan et ses protecteurs, en particulier les impérialismes français et américain. A ce titre, nous les saluons.

Plusieurs d'entre eux appartiennent à l'organisation du 23 mars « intérieur » qui a contesté la « marocanité » du Sahara et résolument dénoncé le crime annexionniste commis par Hassan ainsi que son caractère contre-révolutionnaire au Sahara comme au Maroc même, et à l'Al Ammam, qui a fini par admettre cette position sans équivoque. Honneur aux militants de ces organisations qui ont eu le courage de réaffirmer devant le tribunal lui-même le droit à l'autodétermination des populations sahraouies ! Une telle attitude tranche avec l'atmosphère chauvine où trempe la plupart des organisations d'opposition même quand elles s'affirment révolutionnaires. Sans ce combat au Maroc même, l'unité des exploités du Maghreb serait irréalisable.

## Le sens de la révolution sud-africaine

L'incendie qui couve en Afrique australe ne risque pas d'être éteint de sitôt. Gageons que les quatre ans que se sont donnés les pompiers euro-américains pour parvenir à le circonscire n'y suffiront pas. Mais qu'est-ce qui met en mouvement les masses noires, et avant tout, les prolétaires ?

Le fait que, d'une part, ce pays soit le plus industrialisé d'Afrique, et que, d'autre part, les grandes masses de la population soient prolétarisées pourrait laisser penser que les objectifs immédiats de la révolution dans cette aire ont un caractère socialiste. Or rien n'est plus inexact. Si les rapports capitalistes y sont plus poussés que dans le reste de l'Afrique noire, la moitié de la population vit dans les réserves avec un mode de production archaïque, bien que profondément transformé par le fait qu'il est entièrement subordonné à la reproduction de la force de travail et à l'entretien des travailleurs exclus de la production. Mais ce qu'il est important de saisir, c'est que les terribles contradictions de la société sud-africaine ne viennent pas directement d'un excès de capitalisme en Afrique même, bien que la crise du capitalisme mondial exacerbe les contradictions des zones périphériques ; elles viennent pour l'essentiel du fait que les besoins du développement du capitalisme en Afrique du Sud entrent en contradiction toujours plus aiguë avec le système de l'apartheid qui tend à devenir toujours plus rigide.

D'un côté, en effet, l'industrialisation exige une concentration industrielle, une mobilité de la main-d'œuvre plus grandes, tend à briser les murailles dressées entre la situation matérielle des prolétaires de toutes races, et pousse à l'approfondissement du marché intérieur ainsi qu'à l'extension du tissu capitaliste dans toute l'Afrique australe. De l'autre côté l'apartheid veut régir l'implantation des industries selon des critères raciaux, figer les mouvements de main-d'œuvre, éterniser le cloisonnement racial des catégories ouvrières en réservant la qualification à une aristocratie blanche tandis que les grandes masses noires sont insuffisamment qualifiées ; il maintient ces dernières à un niveau de vie insupportablement bas pour toute la société et interdit toute possibilité de progrès dans une économie noire maintenue complètement en dehors du développement national ; et tout cela, il le fait en accentuant chaque jour la torture sociale des larges masses noires.

L'apartheid est moins le résultat inévitable du capitalisme qu'une forme sociale et politique correspondant à un stade donné du capitalisme dans des conditions historiques et sociales données. Il est l'organisation qui répond à la mobilisation productive des masses colonisées non encore projetées sur le marché de façon « spontanée » — c'est-à-dire sous l'aiguillon de la nécessité économique propre à leur mode de production —, pour le compte du capital minier et foncier et avec l'adhésion des masses de la petite bourgeoisie et de larges couches du prolétariat blanc. Il est une forme négrière, anté-

diluvienne du capitalisme, une forme qui a aujourd'hui perdu ses raisons économiques d'existence et qui n'a plus qu'à disparaître pour laisser libre cours au capitalisme plein et entier.

Mais alors, s'étonneront nos critiques partisans du socialisme partout, toujours et tout de suite, vous voulez assigner aux prolétaires des objectifs bourgeois ? Des objectifs immédiats bourgeois, assurément ; mais l'horizon économique et social immédiat de la Russie d'Octobre n'était-il pas bourgeois, lui aussi ?

Pourtant la lutte pour ces objectifs intéresse et favorise la lutte pour le socialisme. Il est clair, par exemple, que pour vivre et grandir, même d'un point de vue purement statistique, le prolétariat a besoin d'un certain développement capitaliste et national. Mais il faut plus que cela pour faire la révolution socialiste : il faut aussi que la classe ouvrière s'organise pour elle-même, pour son émancipation sociale.

Or, pour aider à cela, les ouvriers sud-africains ont le besoin le plus impérieux de liquider les discriminations politiques et sociales qui séparent les prolétaires blancs et noirs. Ils ont le besoin le plus pressant de liquider les discriminations tribales et localistes : en effet les classes dominantes blanches et les vieilles castes tribales noires renforcent encore ces dernières par la création desbantoustans — ces Etats-dortoirs constitués sur des critères ethniques —, alors que le capitalisme brasse toutes les ethnies et crée les bases objectives d'une communauté humaine plus large et de la différenciation en classes modernes, c'est-à-dire la nation.

Les revendications incompressibles des prolétaires noirs, comme la liberté politique, la liberté de circulation, l'égalité des droits, l'unité nationale sont très peu communistes : elles sont bourgeoises. De plus, elles sont démocratiques, dans ce sens qu'elles intéressent d'autres couches sociales de la population qui peuvent participer à la lutte pour leur obtention avec des degrés de combativité divers. Cela ne veut pas dire que le prolétariat ait ces seules revendications immédiates. Il en a d'autres qui lui sont propres : celles qui touchent à la défense de ses conditions de vie et de travail. Mais précisément, la lutte pour ces dernières est inséparable de la lutte pour les premières : la réalisation de ces revendications bourgeoises aiderait les luttes ouvrières à se fonder en une seule lutte à l'échelle nationale, et donc à devenir une lutte de classe.

C'est parce que la classe ouvrière a des objectifs finaux qui ne se limitent pas aux objectifs nationaux et démocratiques et parce qu'elle ne transforme pas ces derniers en principes — et non parce qu'elle les nie — qu'elle doit s'organiser à part et qu'est nécessaire le parti communiste. Ne serait-ce que pour mener la lutte présente de façon conséquente et favoriser ainsi la maturation de la révolution socialiste.



## Une découverte des syndicats allemands

On sait que par leur modération les syndicats allemands ont permis à leur pays d'avoir un taux d'inflation envié (3,8 % pour l'année écoulée) et à l'économie nationale de prospérer tranquillement au milieu de la tourmente. L'axiome officiel sur lequel repose — et pas seulement en Allemagne — la collaboration entre les syndicats et le gouvernement est que plus les profits augmentent, plus l'investissement croît et plus le chômage diminue, la condition pour que les profits augmentent étant bien sûr que les salaires restent ce qu'ils sont. Malheureusement, les faits n'ont pas, en Allemagne..., répondu à la théorie. Il y avait l'an dernier à pareille époque 1.200.000 chômeurs. Les syndicats ont accepté de modérer les salaires, les profits ont augmenté mais le chômage n'a pas diminué.

En dépit du fait qu'on a renvoyé chez eux de nombreux travailleurs immigrés, la barre du million de sans-emploi vient à nouveau d'être officiellement franchie (1.090.000 chômeurs actuellement).

Le président de la très honorable confédération des syndicats allemands, le DGB, a fait semblant de faire une découverte: les investissements ne servent pas, a-t-il dit, à créer des emplois, mais à rationaliser l'appareil de production et donc, ajoutons-nous, à accroître le chômage. Député, M. Vetter a déclaré que la lune de miel — ce sont ses propres termes — entre les syndicats et le gouvernement était terminée et, pour faire bonne mesure, il a même critiqué l'économie de marché (qualifiée de « sociale » en Allemagne) en disant que si elle était incapable — grâce aux efforts de tous — de rétablir le plein emploi, la question se posait de savoir si c'était un bon système pour l'avenir.

La question se pose en effet, et depuis longtemps.

# Quelle discipline syndicale ?

Les échecs répétés qu'ont connus ces derniers mois les travailleurs en lutte contre les effets de l'austérité et de la restructuration capitaliste mettent une fois de plus en lumière la responsabilité écrasante des dirigeants syndicaux opportunistes. Ces derniers, qu'ils soient de la CGT, de la CFDT ou de FO, ont en commun, malgré des divergences qui relèvent avant tout de la démagogie, de tout faire pour démoréaliser et désorganiser les quelques noyaux prolétariens qui entreprennent de résister avec des armes et des méthodes de classe au capital. Ils ne se contentent pas, en effet, de faire preuve d'une inertie et d'une passivité à toute épreuve.

Pour empêcher les travailleurs qu'ils trahissent quotidiennement d'étendre et de coordonner les difficiles conflits en cours (IMRO, LIP, Caisse d'Epargne, Parisien Libéré...) ils ont engagé une guerre ouverte et systématique contre tous ceux qui, par leur attitude combative et courageuse, font s'envoler les rêves d'entente idyllique de ces bonzes serviles avec l'ennemi bourgeois, et tentent de rendre au syndicat sa fonction d'organisation de combat d'une classe poussée à défendre ses intérêts élémentaires contre la pression capitaliste. Dans chacune de ces luttes, les bonzes ont constamment alié un travail insidieux de démoréalisation des travailleurs à la répression pure et simple des éléments combattifs que les exigences de la lutte ont contraints à se mettre en opposition ouverte aux statuts des organisations ou plus souvent aux positions des dirigeants confédéraux, et donc à rompre au moins formellement la « discipline syndicale ».

Ainsi les bonzes de la FFTL ont ignoré superbement pendant des mois la lutte des ouvriers de l'IMRO à Rouen. Laissés sans soutien réel, sans directives, sans appui financier par le syndicat du Livre, les travailleurs, tout en faisant l'amère expérience de la trahison opportuniste, ont tenté d'organiser, de consolider et d'étendre leur lutte par leurs propres forces.

C'est donc poussés par une exigence concrète et élémentaire, celle de la défense

de leurs conditions de lutte, qu'ils ont organisé une journée « portes ouvertes » où ils ont appelé à la solidarité prolétarienne et accueilli sans exclusive tous ceux qui, gauchistes compris, déclaraient leur apporter un soutien réel.

De même c'est pour briser l'isolement dans lequel les ont acculés le silence et l'inertie des bonzes de la FFTL qu'ils ont participé à la rencontre des travailleurs en lutte organisée à Besançon.

Les dirigeants de la FFTL, totalement sourds jusque-là aux appels à l'aide et à la solidarité que leur adressaient les travailleurs de l'IMRO, se sont manifestés alors avec éclat... pour exclure six militants accusés de « fractionnisme » et de non-respect de la « discipline syndicale ».

C'est sous ce même prétexte du rappel au respect de la discipline que le bureau syndical de la CFDT a décidé de dissoudre l'UD de la Gironde. Le caractère nettement politique et partisan de cet acte d'autorité est ici particulièrement éclatant : entre l'exigence élémentaire de la solidarité prolétarienne entre prolétaires des usines et prolétaires sous l'uniforme, et la défense de l'armée bourgeoise et de l'Etat capitaliste, les bonzes de la CFDT n'ont, on s'en doute, pas hésité une seconde : ils ont choisi ouvertement la seconde voie, au nom du respect de la démocratie et de la « discipline », et ils ont réprimé les militants qui tentent de répondre aux besoins des soldats en lutte.

Enfin, à la Caisse d'Epargne de Paris, les bonzes du SUACCE, après avoir déployé un arsenal d'arguments pour démoréaliser les grévistes, ont fait reprendre le travail en fixant un quorum de voix à atteindre lors des votes en AG. Or pousser la démocratie syndicale à ce point de formalisme, c'est donner un poids égal d'une part aux antigrevistes notoires, aux cadres et personnel de direction, ou du moins aux éléments incertains et enclins au découragement, et d'autre part aux travailleurs les plus combattifs qu'il est facile ainsi de paralyser, malgré leur volonté de lutte et leur énergie combattante.

Curieuse conception de la discipline donc que celle de ces dirigeants qui réclament à cor et à cri le respect des statuts et de la centralisation pour les travailleurs de la base, mais refusent des semaines et des mois durant (comme à l'IMRO) de s'occuper de la moindre façon de ces luttes, alors que les travailleurs demandent sans cesse des consignes précises pour se battre.

L'appel au respect de la discipline organisationnelle serait légitime si les bonzes opportunistes travaillaient concrètement à centraliser les luttes pour guider et orienter les travailleurs, mais aussi pour relier leur combat à celui des autres catégories en lutte, ce qu'a par exemple refusé de faire la direction opportuniste de la FFTL pour l'IMRO ou le Parisien.

Dans les syndicats actuels, où l'organisation est en général le résultat de l'élimination de toute vie indépendante de classe, la « discipline syndicale », leur discipline à eux, ne signifie plus que soumission aveugle des travailleurs à des formes creuses et à des normes abstraites dont usent les bonzes, bureaucrates stipendiés, sans liens réels avec la base et intégrés par mille canaux à l'appareil de l'Etat et à la gestion des entreprises, pour imposer leurs conceptions collaborationnistes et capitulaires.

Le respect des statuts et de la discipline que les bonzes invoquent contre les prolétaires combattifs n'est plus justifié alors par la nécessité de consolider la centralisation réelle d'énergies prolétariennes éparées, pour les fondre en un flot unique qui affronte de façon homogène et compacte l'ennemi de classe commun.

Face aux manœuvres des bonzes réformistes, les prolétaires combattifs doivent revendiquer aussi la centralisation et la discipline d'organisation, mais il est clair que ces armes indispensables ne sont utiles et efficaces, n'ont de sens que si elles répondent et sont subordonnées à la satisfaction d'exigences concrètes des masses prolétariennes qui se mettent en mouvement et tendent à s'organiser dans ce but.

## Un salaire toujours plus maigre

(suite de la page 1)

l'échelle mobile pour défendre le pouvoir d'achat des salaires réels, nous devons être capables de freiner provisoirement la dynamique salariale qui ne découle pas de l'échelle mobile.

Faire passer cette défense acharnée des intérêts patronaux pour une défense des conditions de vie de la classe ouvrière est de plus en plus difficile. Après les magnifiques luttes ouvrières de l'automne, des épisodes récents comme, par exemple, l'annu-

lation de la Conférence nationale des délégués et de la Coordination nationale des délégués Fiat, les sifflements prolongés qui ont accueilli le bonze Ravenna au Congrès national de la Chimie, au moment où il renouvelait son appel aux sacrifices, etc., confirment un mécontentement ouvrier qui se répercute jusque dans les cadres de base du syndicat. Ils sont le symptôme de tensions croissantes, que nous devons suivre attentivement, bien que sans surestimer leur portée.

des élections municipales interdit pratiquement [aux directions syndicales] la poursuite de grèves souvent mal vues dans l'opinion » (20-1-77).

Ce qui a inquiété le plus la bourgeoisie, c'est la grève qui a éclaté à Renault-Billancourt le jeudi 20 février et dont L'Humanité n'a commencé à parler que... le mardi 25, quand les opportunistes avaient des espoirs raisonnables de penser qu'ils avaient canalisé le mouvement.

Comme d'habitude il s'agit d'une grève partie d'un atelier sur des revendications de diminution des cadences et d'augmentation des salaires, c'est-à-dire des revendications intéressantes tous les travailleurs et qui auraient pu faire tâche d'huile surtout au moment où la Régie accentue sa pression pour faire face aux commandes.

Comme d'habitude, les bonzes ont fermé la lutte dans son atelier en affirmant contre toute réalité son « caractère local », permettant ainsi à la direction d'utiliser l'arme du lock-out. Ils ont même inventé une « nouvelle » méthode de « lutte » : l'occupation sans arrêt de travail, qui a l'avantage de permettre la poursuite de la production en empêchant les travailleurs de voir leurs camarades des autres ateliers, et en plus de les épuiser à passer la nuit à l'usine...

Ah! Sainte économie nationale! C'est ainsi que les bonzes opportunistes parviennent ici au même résultat dans la pratique qu'en Italie, bien que par d'autres moyens. Les bourgeois le savent bien: au dernier forum de l'Expansion, un patron se félicitait du fait que « la gauche est calme et les syndicats résignés ».

Le prolétariat vit de son salaire, et non de promesses illusoires. Malgré tous les efforts de la bourgeoisie et de l'opportunisme, la colère ouvrière ne pourra pas être étouffée.

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

### La sollicitude des bourgeois

Selon la Neue Zürcher Zeitung, le très officiel Bureau International du Travail de Genève vient de déclarer qu'il y a actuellement chaque jour dans le monde 160 000 accidents du travail. Ce bilan — qui est certainement encore plus lourd qu'on ne le dit — doit donner le signal d'une « vaste campagne » en vue de « l'amélioration des conditions de travail et la diminution des risques professionnels ».

Pourquoi tant de sollicitude? Le directeur du BIT l'a expliqué avec la franchise inquisiteur du comptable au service de la bourgeoisie: si on négligeait ce problème, a-t-il dit, cela pourrait entraîner très bientôt « des conflits sociaux ayant des conséquences économiques sans aucun rapport avec le coût d'une amélioration prévoyante des conditions de travail ».

Cet appel aux bourgeois a autant de chances d'être entendu qu'une prière au bon dieu. Jusqu'à présent, ce qui préoccupait les patrons dans la question des accidents du travail, c'étaient les frais qu'ils entraînent et les conséquences sur le niveau de la production (les journées perdues pour cause de maladie ou d'accident s'ajoutent aux journées perdues pour fait de grève). Cela ne les a évidemment pas amenés à faire de la protection des travailleurs le principal de leurs soucis. Maintenant l'accent est mis aussi sur les risques sociaux, mais le résultat sera le même.

C'est de la lutte des travailleurs eux-mêmes que dépend l'amélioration des conditions de travail. C'est seulement ainsi que l'on pourra réduire la ration quotidienne de victimes qu'exige le vampire capital. Mais pour que cesse vraiment l'hécatombe il faudra que périsse le vampire.

## ● En France aussi, grâce à la «résignation» de l'opportunisme

En France, l'opportunisme s'adapte à une situation différente, mais avec un résultat identique. Devant la violente attaque de la bourgeoisie, les dirigeants syndicaux opportunistes corrompus n'organisent pas la riposte frontale, unitaire, résolue et combattante des millions de travailleurs qu'ils contrôlent, mais ils « se résignent » pour mieux isoler les fractions d'avant-garde les plus combattives de la classe ouvrière.

C'est ce qu'ils ont réussi à faire récemment, comme nous l'avons montré dans ces colonnes, au Parisien Libéré, aux Chantiers de Saint-Nazaire, à la Caisse d'Epargne, démoréaliser les travailleurs en laissant pourrir les mouvements sans les renforcer par des méthodes classistes vraiment efficaces et par l'élargissement au dehors de l'entreprise.

Prétextant maintenant l'échec de ces luttes-tests qu'ils ont eux-mêmes sabotées et trahies, les syndicats déclarent que « la situation ne permet pas des appels illusoires à des grèves illimitées » (E. Maire, Les Echos, 17-1-77). Pour l'opportunisme, il s'agit seulement d'« adapter les luttes » pour « contourner le mur de la résistance gouverne-

mentale et patronale » (Maire, Le Figaro, 9-1-77)... en lui tournant le dos, au lieu d'opposer à ce mur un autre mur encore plus puissant, celui du front uni des ouvriers s'opposant par leur grève générale à des mesures qui touchent l'ensemble de leur classe (comme l'interdiction des augmentations de salaire et la « nouvelle » formule proposée par la direction aux travailleurs de l'E.G.F.: augmentation du pouvoir d'achat inversement proportionnelle à la hausse des prix, autrement dit inversement proportionnelle à leur besoins vitaux).

Le souvenir de mai 68 est encore trop cuisant. C'est pourquoi les travailleurs de la SNCF feront grève le 26, ceux de la Fonction Publique, des P.T.T. et de l'enseignement le 27, ceux des Charbonnages le 31, de l'E.G.F. le 1<sup>er</sup> février, etc.: le plan de « coordination » des luttes est un plan de désorganisation de l'énergie combative de la classe. Une preuve de plus en est l'« action » pour la défense de l'emploi prévue dans la seconde quinzaine de février, dans le but évident de disperser et désorienter les forces des travailleurs, et Le Figaro ne s'y trompe pas, qui y voit un « relais » inoffensif, alors que « la proximité



## Luttes contre les licenciements à Dreux (Eure-et-Loir)

## Le vrai résultat des luttes, c'est l'union grandissante des travailleurs !

La région de Dreux connaît une industrie jeune : la plupart des établissements ont moins de vingt ans d'âge et le nombre d'ouvriers y atteint 16 000. La région a été particulièrement touchée par la crise et les conséquences de la restructuration : récemment les ouvriers des entreprises Bausch et Lomb-Lamard (optique), Skai Hornschurch (plastique), Lambert, ont subi ses effets. Fin novembre, l'entreprise ACTIME, qui fait essentiellement de la chaudronnerie pour le compte surtout du Commissariat à l'Energie Atomique, déposait son bilan, menaçant 450 ouvriers dans trois usines dont une à Saint-Malo et deux à Dreux sans parler des entreprises sous-traitantes. Ceci porte maintenant le chômage à Dreux à 2 000 personnes, soit 13 % de la population active ouvrière.

Les ouvriers d'ACTIME ont réagi immédiatement devant la menace par l'occupation des locaux. Une solidarité organisée par l'Union Locale CGT a permis de faire converger vers l'usine de nombreux travailleurs, notamment lors des portes ouvertes du 18 décembre. La fermeté des ouvriers a permis que l'entreprise paie les indemnités de licenciement qu'elle se déclarait incapable de régler. Récemment encore, la direction a proposé de repartir avec 180 ouvriers. Les occupants ont refusé, réclamant la reprise avec tous les ouvriers. En fait il s'agit d'une restructuration complète de la branche du nucléaire qui entraîne l'élimination d'ACTIME. Cette lutte est un test pour toute la région où d'autres suppressions d'emplois sont prévues, notamment 1 500 dans les entreprises du groupe Krupp, ce qui porterait le taux de chômage à plus de 20 % ! C'est pourquoi elle prend aussi une dimension qui dépasse la lutte économique elle-même.

Dès le départ, l'encadrement politique donné à la lutte traduisait l'esprit du PCF, notamment par un tract appelant à la solidarité qui titre : « Tous avec l'UL-CGT de Dreux pour le plein emploi contre la braderie de l'économie nationale ». Ce tract accuse le « pouvoir » de

se soumettre aux exigences des trusts « antinationaux » : « le pouvoir se « couche » encore. Il va laisser les trusts monopolistes investir, non pas pour sauver les entreprises et préserver les emplois, mais [...] pour reprendre les marchés français », « cela va encore aggraver le déficit du commerce extérieur, augmenter l'inflation, accroître le chômage ». Le tract conclut que la solution, c'est que l'Etat finance et reprenne l'entreprise...

Mais l'encadrement stalinien n'est pas très fort : cela s'explique par le fait que l'opportunisme doit conquérir lui aussi une classe ouvrière jeune en même temps que sont poussés en avant des ouvriers combattifs qui parviennent à lui disputer l'influence sur leurs camarades. Au Congrès de l'Union Locale qui s'est tenu quelques semaines avant cette lutte, les délégués ont vivement reproché à la direction confédérale les journées d'ac-

tion-éteignoir type 7 octobre, et réclamé une politique de lutte de classe qui s'en donne les moyens, ne conservant plus au bureau que 4 ouvriers liés au PCF — dont le permanent — et y faisant entrer massivement des délégués combattifs sélectionnés dans les luttes qui ont touché de nombreuses entreprises de la région ces dernières années.

C'est ainsi que la section syndicale de l'A.D.V., une petite entreprise occupant moins de 200 ouvriers où existe la menace de licenciements imminents, a organisé des réunions syndicales pour que les ouvriers se mettent tous en grève à la première concrétisation de la menace, et une motion a été adressée à l'Union Locale le 3 janvier. Elle prend directement le contrepied de l'orientation officielle que les partis de gauche donnent au syndicat. En voici le texte :

*Il apparaît dès à présent que, notre société ADV comme tant d'autres, SUBIRA la politique de restructuration.*

*En clair, cela veut dire :*  
— pour le capitalisme mondial : produire plus à moindres frais ;  
— pour la classe ouvrière, exploitée dans tous les pays : licenciements, chômage, misère accrue pour les uns et surexploitation pour les autres.

*Nous ne croyons pas que la crise que nous subissons actuellement soit artificielle, due à la mauvaise volonté des capitalistes.*

*Elle est inhérente au capitalisme lui-même, à sa mécanique profonde : le capitalisme ne peut se défaire des crises.*

*Dans la concurrence internationale qu'ils se font entre eux, tous les capitalistes sont poussés à se mettre en meilleure position par rapport aux autres. C'est pour cette raison qu'il n'est pas vrai de dire que l'Etat se cou-*

*che devant les monopoles, comme s'il pouvait faire autrement !*

*En réalité, les Etats participent à la défense des capitalistes et à la restructuration nécessaire d'une exploitation dont ils voudraient qu'elle se fasse sans heurts et sans crise sociale.*

*NOTRE BUT N'EST DONC PAS DE DÉFENDRE LES MARCHES DE « NOTRE » CAPITALISME FRANÇAIS ET DE SON ETAT PAR RAPPORT A SES CONCURRENTS.*

*IL EST DE TENDRE LA MAIN AUX OUVRIERS DU MONDE ENTIER AFIN DE nous préparer à l'avènement d'une société qui abolira l'esclavage capitaliste, PAR L'ABOLITION DU SALARIAT, d'une société SANS CLASSES qui ne produira plus pour faire du capital, MAIS POUR REPENDRE AUX NECESSITES DE LA SOCIETE TOUTE ENTIERE.*

*Le délégué syndical CGT.  
Les délégués du personnel CGT.*

Au cours d'une réunion à l'Union Locale, ce texte a été discuté. Les membres du bureau, qui s'étaient fait les porte-paroles de la position chauvine et réformiste du PCF, ont été incapables

de défendre leur position, de sorte que le permanent a dû imprimer la motion de l'A.D.V. pour la faire circuler dans les entreprises et les syndicats. La question de la nationalisation n'a même pas

eu besoin d'être discutée car, au même moment, on annonçait que l'Etat retirait toutes ses commandes à l'entreprise ACTIME. Mais il faut souligner que les nouveaux membres du bureau sont pour la plupart des ouvriers qui, lors du congrès, avaient applaudi à une intervention du délégué syndical d'A.D.V. dénonçant les nationalisations en régime bourgeois comme une solution illusoire et déclarant : « Nous, classe ouvrière, nous entendons, par les nationalisations, ouvrir la voie à l'appropriation sociale des moyens de production en portant des coups aux lois de la concurrence, c'est-à-dire produire pour les nécessités sociales et non pour faire du capital ».

En effet, il n'y a pas de recette dans la lutte difficile contre les licenciements et les fermetures d'entreprise. Il n'y a aucune solution technique au chômage dans le cadre du capitalisme. Faire miroiter de telles solutions-miracles, c'est aller à contresens des exigences de la constitution d'une force de classe prolétarienne indépendante. Seule cette force peut, si les conditions s'y prêtent, faire reculer la bourgeoisie, la faire renoncer à des licenciements en cas de restructuration d'une partie d'une entreprise, et dispenser une aide aux travailleurs licenciés malgré la lutte.

A Dreux, où les moyens de pression dont disposent les ouvriers d'ACTIME avec l'occupation diminuent au fur et à mesure que le temps passe, et où de nouveaux licenciements sont prévus dans d'autres entreprises, l'effort doit porter sur la mobilisation des ouvriers de toute la ville, non seulement pour défendre ceux d'ACTIME, mais aussi pour tenter d'utiliser la force de tous pour s'opposer au prochain patron qui voudrait licencier.

La force des prolétaires est dans l'union et l'utilisation des armes spécifiques de classe. Seule la recherche de cet objectif permet de résister au mieux aujourd'hui tout en préparant les conditions pour en finir demain avec le capitalisme et le chômage.

## Monin-Ordures-Services (Lyon)

## Le besoin urgent de la solidarité ouvrière

Le licenciement par la société Monin Ordures Services (MOS) des 130 chargeurs immigrés qui avaient mené, en mai dernier, une grève magnifique de 27 jours pour s'opposer à l'aggravation de leurs conditions de travail et aux compressions de personnel, vient rappeler la réalité brutale de la lutte entre les classes, que l'opportunisme s'efforce de faire oublier aux travailleurs par sa pratique lénifiante de la concertation et des journées d' « action »-promenade.

Le conflit, en mai, avait été déclenché par la décision de Monin de supprimer trois bennes, et un poste de chargeur par équipe. Rappelons qu'un chargeur ramasse 2 à 3 tonnes d'ordures et parcourt 30 km par jour en moyenne pour un salaire de 2 000 francs par mois, alors qu'il fait plus de 48 heures de travail par semaine ! Malgré la réquisition des camions par l'armée, malgré l'isolement (non seulement les syndicats n'avaient pas fait appel à la solidarité des éboueurs employés par la municipalité, mais il avait fallu parlementer trois jours avec les chauffeurs — français — de MOS pour que leurs délégués CGT — alors que les chargeurs sont presque tous syndiqués à la CFDT — consentent enfin à déclencher un débrayage de solidarité et à refuser de conduire les camions servis par des appelés), malgré les menaces d'expulsion, les chargeurs, soutenus par les organisations antimilitaristes de la région lyonnaise, faisaient reculer la direction par leur combativité et le projet de « réorganisation » de l'entreprise était ajourné.

Le 23 décembre, cependant, le patron revient à la charge : il annonce son intention de transférer les dépôts des véhi-

cules à l'extérieur de Lyon, de ne pas augmenter la prime de fin d'année, et surtout de supprimer deux bennes, et un chargeur sur trois. Le 24, ceux-ci se mettent en grève. Le patron annonce alors qu'il s'engage à assurer le transport jusqu'aux dépôts et à réévaluer légèrement la prime, mais que pour les suppressions d'emplois il ne peut rien faire !

Le lundi 27, les chargeurs reprennent le travail, mais en refusant de faire des heures supplémentaires pour ramasser la totalité des ordures accumulées pendant les fêtes. Le mardi, le directeur annonce que tous les chargeurs seront licenciés, individuellement et pour « faute grave ». Dans l'immédiat, ils sont mis à pied et remplacés par des intérimaires et des journaliers, aisément recrutés en cette période de chômage intense.

Une nouvelle fois, les travailleurs en lutte se sont heurtés à la division entretenue par la bourgeoisie et à l'inertie de l'opportunisme. Aucune solidarité de la part de la section CGT : les chauffeurs ont à nouveau fait les jaunes en continuant à conduire les bennes après le licenciement de leurs camarades chargeurs et n'ont réagi que le 7 janvier, soit 15 jours après le début du conflit, en demandant l'ouverture... immédiate de négociations. Le PC a réagi avec autant de retard, par deux lettres au maire et au préfet leur demandant de « faire respecter la législation [...] et de préserver le principe du service public qui a été remis en cause ». Il parle beaucoup (période électorale oblige), distribue des cartes d'adhérent aux travailleurs licenciés, mais son « soutien » s'est limité à peu près à conduire une délégation auprès du député-maire. Quant à la reven-

dication sur laquelle PC et syndicats s'efforcent de dévier le conflit — la « remunicipalisation » des services publics concédés au secteur privé, présente non pas comme un moyen d'unifier les conditions de travail des ouvriers, mais comme une garantie contre les licenciements — on voit ce qu'elle vaut ne serait-ce que quand on sait que l'actuel maire de Lyon, président de la COURLY (Communauté Urbaine de Lyon) à laquelle MOS est liée par un contrat de concession, écrivait précisément dès le 28 au patron de l'entreprise pour l'inviter à « équiper les bennes avec du personnel capable et décidé à travailler correctement », faute de quoi il envisagerait de résilier le contrat !

Les ouvriers licenciés tiennent bon. Ils ont organisé plusieurs manifestations, notamment devant le siège des entreprises intérimaires, ont tenté de s'opposer à la sortie des camions en cadenassant les portes des garages (dégagées par la force publique), ont fait recours aux prud'hommes, qui doivent statuer le 4 février.

Il est urgent de se battre pour que la magnifique combativité de travailleurs comme ceux de MOS ne soit pas condamnée à demeurer sans écho ; pour qu'à la force cynique de la bourgeoisie, la classe ouvrière puisse répondre elle aussi par la force que donne l'union et la solidarité dans la lutte, par-dessus les barrières des catégories, des nationalités et des entreprises. Chargeurs ou camionniers, travailleurs sous contrat ou intérimaires, municipaux ou non, immigrés ou français, le combat est le même !

## Presse internationale

Voici le sommaire du numéro 1  
(13 janvier 1977) de

## il programma comunista

- Di fronte alla crisi e alla guerra commerciale, unione della classe operaia al di sopra delle frontiere !
- Violenza individuale e preparazione rivoluzionaria.
- Trionfo del dialogo istituzionalizzato.
- Scuola : Di vittoria in vittoria, si va... indietro.
- Dietro il matrimonio fra i petrodollari della Libia e la forza di produzione FIAT.
- Corso dell'imperialismo e crisi.
- Le rivendicazioni « transitorie » nel quadro della tattica comunista.
- Uno sguardo della ripresa dell'economia USA.
- Medio Oriente : Un mini-stato, galera per i palestinesi.
- Brasile : Fame proletaria e appetiti imperialistici.
- Cronache sindacali e nostri interventi.

\*

AU SOMMAIRE DU N° 4 (janvier 1977) de

## EL COMUNISTA

(suplemento a

## EL PROGRAMA COMUNISTA)

- ¡Contra la democracia y el pacto social!
- ¡Más tacto, Señores, más tacto!
- Su abstención y la nuestra
- La reforma sindical
- Italia: el proletariado, reo confeso



# Le pendule maoïste des «deux lignes», instrument de démolition des principes, du programme, de la tactique et du Parti

« Chacun sait que la lutte entre marxisme-léninisme et révisionisme se mène constamment dans le parti communiste, que cette lutte n'est que le reflet dans le Parti de la lutte menée dans la société entre la bourgeoisie et le prolétariat (...). Les formes spécifiques dans le Parti de cet affrontement entre deux classes de la société : la bourgeoisie et le prolétariat sont la lutte entre les deux voies, entre les deux lignes. Sur le plan idéologique et sur le plan politique, deux conceptions du monde, deux voies, l'une bourgeoise, l'autre prolétarienne, le marxisme-léninisme, s'affrontent en permanence et se transcrivent dans l'élaboration de la politique dominante du Parti au point de s'acheminer vers la définition de deux lignes politiques opposées. Qu'on le veuille ou non, voilà bien le processus par lequel vit et se développe un parti communiste » (Front Rouge, n° 1, nov. 75).

Il est vrai que le parti — de même que toutes les organisations prolétariennes — n'est pas naturellement immunisé contre la pénétration de l'idéologie bourgeoise en son sein. Les épisodes catastrophiques où l'on a vu des pans entiers, voire la totalité de l'organisation internationale du prolétariat passer à l'ennemi, ont effectivement montré que cette arme est pour la société bourgeoise aussi efficace sinon plus que l'utilisation de la violence directe.

Pour les communistes ce n'est donc pas une question mineure que de savoir comment s'y opposer.

La pensée mao tsé-toung, « éclairant les lois selon lesquelles s'édifie le Parti communiste », lui aurait apporté, nous dit-on, une réponse neuve et définitive dont le PCR nous a donné une illustration en lançant, l'an dernier, son « mouvement de rectification ».

Il s'agirait en substance d'organiser un large débat démocratique dans le parti (il faut dans chaque cellule « prendre la peine de faire exprimer à chacun son point de vue »), et autour du parti, dans le prolétariat (« si nous ne consultons pas les travailleurs sur ce qu'ils pensent de notre travail, nous ne pourrions pas bien rectifier », Front Rouge, n° 5, mars 1976). A partir de là s'opérerait cette « concentration des idées justes » présentes dans les masses et dans le parti, l'élaboration

de la ligne juste et enfin son triomphe final.

On se demandera ce que sont devenues les idées fausses pendant ce temps. Force est d'admettre, bien que ce ne soit pas formulé explicitement, qu'elles ont suivi un processus de « concentration parallèle », car sinon comment pourrait-on parvenir à ce « haut degré d'élaboration politique » que sont la définition et l'affrontement des deux lignes politiques ? Alors : ou bien la démonstration ne démontre rien et le mystère du triomphe des idées justes sur les idées fausses reste entier, ou bien il nous faut supposer que c'est la pratique démocratique qui a permis, grâce à une vertu intrinsèque, de trouver la bonne voie — et c'est là en réalité le fond de la thèse maoïste.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on prétend de cette façon préserver et guérir le Parti de tous les maux. Et ce n'est pas d'aujourd'hui non plus que le mouvement communiste a répondu en montrant le caractère illusoire d'un remède qui s'inspire non de la conception marxiste du Parti mais des mythes et des préjugés de cette idéologie bourgeoise que l'on prétend justement combattre.

Au risque d'attirer sur Lénine l'accusation de dogmatisme, nous renverrons donc les adeptes des consultations de la base et du contrôle des masses sur le parti à la lecture de *Que faire ?* : « La conscience politique de classe, dit Lénine, ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur ». Le parti, explique-t-il, se forme par la sélection des éléments les plus avancés de la classe qui, dépassant les limites catégorielles et locales, se placent sur le terrain des intérêts les plus généraux de la classe, par leur organisation autour d'un programme qui n'est pas né du mouvement spontané mais en dehors de lui, dans un processus distinct et parallèle mais qui doit nécessairement converger avec le mouvement spontané parce qu'il peut seul lui donner une solution. La conscience ne peut donc aller que du Parti vers la classe et jamais suivre le chemin inverse. C'est pourquoi aucune solution aux problèmes théoriques, tactiques ou programmatiques ne peut être trouvée par le recours au jugement des plus larges masses, ce qui reviendrait à mettre le parti à la traîne des couches les plus arriérées du prolétariat.

« Si donc le parti faisait toute la masse prolétarienne juge des actions et des initiatives qui lui incombent en propre, il se lierait à un verdict qui serait presque sûrement favorable à la bourgeoisie, et de toute façon moins éclairé, moins avancé, moins révolutionnaire, et surtout moins dicté par la conscience de l'intérêt véritablement collectif des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire que celui émanant exclusivement de l'organisation du Parti » (Parti et classe, p. 45, Ed. Programme communiste).

A la claire vision marxiste du parti et de son rapport avec la classe, le maoïsme a substitué un schéma qui relève bien plus de l'opposition d'antinomies métaphysiques que du matérialisme dialectique. Dans ce schéma, la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat se reflète au sein des masses d'une façon directe et mécanique par l'existence des « idées justes et des idées fausses ». Le rôle du Parti est de « bien distinguer les idées justes des masses de leurs idées fausses » et de « concentrer les idées justes » (Front Rouge, n° 3, 1976) (inutile de préciser que ce processus de « concentration » baptisé par le PCR « centralisme démocratique » n'a absolument rien à voir avec ce que l'Internationale de Lénine entendait par ce terme). Mais le Parti lui-même n'échappe pas à cette règle universelle et se trouve à son tour partagé entre les idées justes et les idées fausses. Il est d'usage dans les groupes maoïstes et en particulier dans le PCR d'agiter l'un contre l'autre à longueur de colonnes les spectres du spontanéisme

et du dogmatisme. C'est qu'en effet leur totale incompréhension de la dialectique unissant le Parti et la classe les amène à opposer stérilement ces deux déviations ou plutôt à tenter de les concilier, bien que ce soit le spontanéisme qui l'emporte : « Fondamentalement c'est des masses que viennent les idées justes » (Front Rouge, n° 3, 1976).

Pas plus que la consultation de la base ou des masses, le débat contradictoire des idées invoqué par le PCR ne constitue une quelconque garantie pour la maîtrise de la « juste ligne ». Là encore cette vision relève directement de la mythologie bourgeoise. De la même façon qu'un intérêt supérieur se dégage de la représentation électorale, la vérité surgit de la libre opposition des idées, déclare la bourgeoisie, naturellement portée à prêter à ces deux fondements de la démocratie qui depuis des années assurent de façon quasiment automatique sa domination de classe, des propriétés miraculeuses.

La critique marxiste du mythe démocratique ne peut que s'étendre au caractère erroné de sa transposition à la solution des problèmes du mouvement prolétarien. C'est bien pourquoi la démocratie ne peut jamais être considérée par les marxistes comme un principe mais comme un mécanisme (voir à ce sujet le texte *Parti et Classe*), qui peut être utile dans certaines circonstances mais qui devient toujours « un hochet vain et nuisible », « qu'aucune organisation révolutionnaire n'a jamais appliqué et ne pourra jamais appliquer largement » (*Que Faire ?*) dès lors que l'on voudrait lui donner la valeur d'un principe absolu et lui soumettre les véritables exigences du mouvement.

Le maoïsme prétend résoudre la question cruciale du risque de dégénérescence de l'organisation par la pénétration opportuniste en la formalisant. On pourrait dire que ce faisant on n'a pas progressé d'un pouce. D'une part parce que cela conduit à substituer aux solutions réelles des problèmes des recettes constitutionnelles et organisationnelles qui dans cette mesure ne peuvent que « tirer le Parti en arrière » ; d'autre part, parce qu'en institutionnalisant les deux lignes dans le parti, on admet l'existence en son sein d'un courant d'idéologie bourgeoise comme un phénomène normal, voire souhaitable : « La ligne marxiste léniniste ne peut se constituer que contre la ligne révisionniste. [...] Cette dualité de ligne dans le parti ne constitue en aucune façon un phénomène négatif ou un phénomène accidentel qu'il serait souhaitable d'éviter » (Front Rouge, oct. 76). Il s'agit là d'une ânerie monumentale — à moins qu'il ne s'agisse d'un aveu — car si aucun parti n'est garanti contre la pénétration bourgeoise, il est en revanche garanti qu'un parti ainsi corrompu ne pourra jamais conduire une révolution à la victoire. Il est d'ailleurs tout à fait inimaginable que ces deux influences puissent ainsi pacifiquement coexister sans que le parti qui, dit Lénine, est « de toute part entouré d'ennemis » et qui « marche presque constamment sous leur feu », n'explose et ne courre le risque d'être détruit. Les exemples des crises passées, véritables tempêtes s'abatant sur le mouvement ouvrier, montrent l'inconsistance de la fable simplette sur la théorie des deux lignes. Une fable qui ne contient pas autre chose que l'éternel rêve, typiquement opportuniste de la conciliation des antagonismes (contenu implicitement dans le schéma maoïste de l'opposition métaphysique des contraires puisque ce schéma n'admet pas d'autre solution) qui prétend ici éviter les crises du mouvement ouvrier en imaginant un système harmonieux où la voie bourgeoise et la voie prolétarienne, certes « s'affrontent en permanence », mais « se transcrivent [notez bien le pluriel !] dans le processus d'élaboration de la ligne dominante du Parti » !

La réponse marxiste à la question de l'unité du Parti est toute autre. Par-delà le formalisme, elle pose la question

de l'unité de contenu, c'est-à-dire de la recherche de la cohésion la plus grande possible entre les principes théoriques dont il se réclame et son action à tous les niveaux, dans la plus stricte continuité donnée à cette action à la fois dans l'espace et dans le temps. Toute rupture dans ce domaine ne peut que se répercuter gravement au niveau de l'organisation et des rapports du Parti et de la classe. La question est d'autant plus délicate que le Parti doit être capable de se forger en tant qu'organe de la révolution au cours des changements de situation où il a à agir. C'est pour répondre à cette double exigence de souplesse et de rigueur que le communisme a distingué et défini en différentes catégories ce qui doit rester invariant dans toutes les situations : d'une part, la doctrine, les principes, l'éventail des grandes lignes de solutions tactiques avec lequel le Parti a à affronter les situations et, d'autre part, l'application concrète des solutions tactiques susceptibles de changer avec les situations, sans toutefois pouvoir jamais entrer en contradiction avec les principes. Le choix des tactiques, les limites entre lesquelles elles doivent être maintenues pour ne pas rompre l'indispensable continuité tout en assurant la meilleure adaptation du parti aux situations sont autant de problèmes cruciaux qui se sont posés au mouvement ouvrier et à la réponse desquels notre courant a apporté une importante contribution. Notre réponse s'inscrit dans le même sens que celle de Lénine, en revendiquant, contre le laxisme et l'improvisation, que la tactique soit conçue comme un « plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes et suivis sans défaillance ». Conscient du poids formidable de l'opportunisme et du risque beaucoup plus grand en Occident de voir celui-ci réintroduit en fraude sous couleur d'élasticité tactique ou organisationnelle, nous insistons pour notre part sur la nécessité de formuler et d'établir des limites encore plus précises à l'action du parti. Nos craintes n'ont été que trop confirmées par le rôle qu'ont joué ces facteurs dans la dégénérescence de la Troisième Internationale.

Mais toutes ces questions n'effleurent même pas les maoïstes qui confondent dans le concept unique et vague de « ligne » les différentes catégories : principes, tactiques et programme, trouvant là un moyen commode, une fois effacé tout point de repère, de dire et de faire n'importe quoi. Pour les communistes, il s'agit d'utiliser l'arme de la théorie comme guide pour l'action, de l'ajuster toujours plus pour se garantir, par une plus grande cohésion, contre les catastrophiques volte-face qui ont à plusieurs reprises liquidé l'organisation prolétarienne. Pour les maoïstes, il s'agit, au contraire, de fabriquer une « théorie » qui puisse justifier des tournants et des volte-face qui, chez eux, ne sont pas accidentels mais constitutionnels. Dans ces groupes, qui n'ont jamais eu aucun lien avec le communisme véritable, la seule constante, le seul « principe » est la référence à l'Etat chinois, la seule tradition dont on se réclame est celle du stalinisme qui s'est précisément caractérisé par la liquidation de tous les fondements du communisme au sein du mouvement ouvrier. Aussi ces groupes peuvent-ils être que des enveloppes vides où s'engouffrent toutes les velléités et les chimères petites bourgeoises. Aussi sont-ils contraints à de perpétuelles oscillations, ou plus exactement à une véritable gymnastique contorsionniste. Et le dernier épisode en date où l'on voit le PCR et consorts tenter laborieusement d'expliquer comment en Chine la ligne prolétarienne reprend aujourd'hui tous les accents (et le personnel politique) de la ligne bourgeoise d'hier, alors même que l'on s'aperçoit que la ligne prolétarienne d'hier défendue par la « bande des quatre » n'était qu'une ligne bourgeois sous le manteau, n'est pas le moins divertissant.

## Publications internationales

### Die Kommunisten und die Aufgaben der Revolution in Nord- und Lateinamerika

Cette brochure en langue allemande consacrée aux tâches de la révolution dans les deux Amériques reprend « l'appel aux ouvriers des deux Amériques » du CE de l'Internationale communiste (Moscou, nov. 1920) ainsi que des études sur la révolution américaine et l'évolution de l'impérialisme et des problèmes sociaux en Amérique latine depuis cette époque, c'est-à-dire tout le matériel déjà publié dans notre revue en langue espagnole El programa comunista (Prix : 5 F).

\*

### As lutas de classe em Portugal de 25 de abril a 25 de novembro (e suas relações com as lutas de independência na África)

Cette brochure en langue portugaise reprend les articles les plus importants parus dans Programme Communiste, Le Prolétaire et Il Programma comunista sur les événements de Lisbonne et Luanda, d'avril 74 à décembre 75. (Prix : 4 F).

Commandes au « Prolétaire ».



# Révolution et contre-révolution en Russie (2)

Même dans un pays capitaliste avancé, le caractère « socialiste » d'un Etat se mesure donc moins à ses réalisations économiques immédiates qu'au rôle qu'il joue dans la lutte de classe internationale. A plus forte raison en est-il ainsi dans un pays arriéré, et de plus dévasté par la guerre et la guerre civile. Dans quel sens peut-on dire que la Fédération des Républiques Soviétiques est Socialiste ? Au X<sup>e</sup> Congrès du PC russe, en 1921, Lénine répond : « Il ne s'est pas trouvé un seul communiste pour nier que l'expression « République Socialiste Soviétique » signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser le passage au socialisme, et non point qu'il reconnaisse le régime actuel pour un régime socialiste ».

Loin de chercher du « socialisme » dans le régime économique russe, dans la nationalisation de la terre et de la grande industrie, dans le contrôle étatique ou dans le monopole du commerce extérieur, Lénine le voit dans les intentions du pouvoir soviétique, dans ses projets, dans son programme, c'est-à-dire dans sa nature politique.

Car si le « contenu social » d'Octobre 1917 ne pouvait être que celui de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », précisément parce qu'il était déterminé par les conditions de la Russie, sa forme politique allait bien au-delà, précisément parce que la classe qui dirigeait cette révolution était une classe internationale, parce que le prolétariat de Russie était directement lié aux conditions de la révolution internationale. Ce sont donc les caractères et les acquis politiques de la révolution d'Octobre — dont nous

allons indiquer brièvement les plus importants — qui montrent sa nature prolétarienne.

Le premier aspect purement prolétarien d'Octobre fut la rupture du front de guerre impérialiste. Après le renversement du tsarisme en février, la bourgeoisie russe met en avant la « défense de la révolution et de la démocratie » pour se lancer à fond dans la guerre impérialiste. La revendication de la paix avancée par les bolchéviks, et qui fut l'un des mots d'ordre de la prise du pouvoir, répondait certes à la lassitude des soldats, en majorité paysans, qui en avaient assez de la guerre. Mais elle était bien autre chose qu'une simple aspiration pacifiste. Ce n'est pas la guerre en général que le pouvoir des soviets dénonce en Octobre, mais la guerre impérialiste : en se retirant de celle-ci, il appelle les prolétaires du monde entier au défaitisme révolutionnaire, il les appelle à briser l'Union Sacrée et à reconstituer le front de classe international, il les appelle à transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour le renversement de la bourgeoisie.

Voilà qui montre clairement quelle classe dirigeait l'Etat des soviets : quelles qu'aient pu être ses capacités révolutionnaires, aucune autre classe que le prolétariat ne pouvait se placer sur ce terrain, celui de l'internationalisme prolétarien. Il suffit de penser que la Chine populaire a lancé, elle, le mot d'ordre de la « coexistence pacifique », pour mesurer la différence avec le pouvoir des soviets qui, dans son acte de naissance même, se dresse contre la trahison social-démocrate, se dresse contre le social-patriotisme en proclamant aux prolétaires du monde entier les positions de la gauche marxiste : *L'ennemi est dans notre pays !*

possible. De même, ils sont allés aussi loin que possible dans la voie de la libération de la femme en réalisant l'égalité juridique complète, en autorisant l'avortement, etc., sans cacher que l'émancipation réelle n'était pas un problème de droit mais de bouleversement des rapports sociaux, sans essayer de faire passer les vessies de la réalité russe pour des lanternes socialistes.

Pour voir la différence entre une révolution bourgeoise et une révolution « double » il suffit de comparer l'organisation et le comportement de l'Etat issu d'Octobre avec l'Etat issu de la révolution chinoise de 1949. Cette différence est encore plus criante si on revient à l'action internationale du pouvoir des soviets. C'est la révolution et la prise du pouvoir en Russie qui ont donné aux bolché-

viks la possibilité de reconstituer le parti international. C'est de là qu'ils ont tiré la force de regrouper les courants de gauche des partis socialistes et de leur imposer tout le corps de la doctrine et des principes marxistes. Pour les bolchéviks, le but de la révolution russe c'était « d'allumer la révolution socialiste en Europe ». Le fait même de la révolution russe y a fortement poussé, mais cela ne suffisait pas, cela ne suffisait plus après l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale. Il fallait restaurer, réaffirmer toutes les positions théoriques, programmatiques et politiques du communisme, regrouper les forces capables de les revendiquer et de les mettre en œuvre, il fallait reconstituer la direction de cette révolution. Ainsi on peut dire que la plus haute conquête socialiste d'Octobre c'est l'Internationale Communiste.

## Du « communisme de guerre » à la NEP

En politique, Octobre fut socialiste : le prolétariat s'est emparé, sinon de l'exclusivité du pouvoir, du moins de la suprématie politique ; c'est son parti et lui seul qui dirige l'Etat, et il l'utilise pour ses fins internationales de classe.

Dans le domaine économique, les projets des bolchéviks étaient beaucoup plus modestes. La première grande mesure économique fut l'expropriation des propriétaires fonciers, la nationalisation du sol et son attribution aux paysans. Pour avancée et radicale que fût cette mesure, elle n'avait encore rien de socialiste, comme Lénine n'a cessé de le répéter. Cette mesure est même un des souhaits des capitalistes, qui voudraient bien se débarrasser ainsi de la classe parasitaire des propriétaires fonciers et récupérer collectivement la rente. Mais si la bourgeoisie anglaise, par exemple, a préconisé cette mesure par la bouche de son théoricien Ricardo, aucune bourgeoisie n'a pu encore la réaliser. Même la révolution chinoise n'a pu aller jusque-là. C'est parce que cela implique un déchaînement formidable des luttes des classes, mettant en question tous les droits de propriété. Aux bolchéviks, évidemment, cela ne faisait pas peur.

Il peut sembler que dans les années 1918-20, les mesures économiques des soviets soient allées au-delà du capitalisme, dans la mesure où elles passaient par dessus les lois de la production et du marché capitalistes. En fait, il ne s'agissait que d'un communisme « de guerre ». Ces mesures ne correspondaient pas à un plan économique, mais aux nécessités militaires, et Trotsky a expliqué que dans des situations d'urgence n'importe quel Etat est capable de prendre des mesures de ce genre. Dans une « forteresse assiégée », et c'est ce qu'était la Russie dans ces années, il n'y a plus de « rapports de production » qui tiennent ! On suspend toutes les lois économiques au profit de la loi martiale, on essaie de régler la production et la consommation d'après les besoins de la défense armée.

En Russie, les rapports entre l'Etat et la paysannerie, par exemple, ne correspondaient alors à aucun « mode de production » : le pouvoir des soviets protégeait le paysan contre les Blancs soutenus par l'impérialisme qui voulaient lui reprendre la terre, et « en

échange » le paysan devait nourrir les villes et l'Armée Rouge. Au besoin, les soviets réquisitionnaient du blé pour les ouvriers, du fourrage pour la cavalerie rouge, du bois pour les trains et les usines d'armement, etc. La distribution des biens de consommation se faisait elle aussi sans tenir compte des règles du marché et du salariat, suivant des critères militaires.

Même dans l'industrie, les exigences de la guerre conduisent les bolchéviks à aller plus vite et plus loin que ne le permettait la rationalité « économique ». De ce point de vue, il aurait été préférable que les entrepreneurs capitalistes continuent à diriger les usines, sous le contrôle des ouvriers et de l'Etat. Mais la plupart d'entre eux étaient passés du côté des Blancs, et ceux qui restaient sabotaient la production, orientée essentiellement vers l'armement ; il a fallu les éliminer, et constituer une vaillante unité d'appareil de gestion de la production. Cette centralisation de la production dans les mains de l'Etat correspondait moins à une concentration réelle de l'industrie qu'à la situation de guerre civile (ce sera d'ailleurs là une des sources de la « bureaucratisation » des soviets).

Si les bolchéviks ont supprimé ou atténué pendant cette période les lois du marché, ce n'est donc pas pour « passer au socialisme », ce qui était impossible dans la seule Russie, mais pour les besoins de la guerre. La fin de la guerre civile, la consolidation de l'Etat des soviets alors que la révolution marque le pas ou recule en Europe les placent devant la nécessité de trouver un *modus vivendi* économique. Bien sûr, la victoire du prolétariat en Allemagne aurait modifié les données du problème. Mais en 1921 il était clair que cette victoire n'était pas imminente, que le capitalisme mondial connaissait une stabilisation, toute relative et provisoire certes, mais une stabilisation tout de même, que la bourgeoisie passait partout à l'attaque et que le prolétariat se battait sur la défensive. En attendant son retour offensif, et en travaillant pour réaliser les conditions politiques de ce retour, il fallait empêcher une désagrégation complète de la société russe, qui aurait entraîné la chute du pouvoir des soviets. La réquisition et la répartition d'autorité devaient céder la place à des rapports économiques « normaux ». (suite page 8)

## Octobre était socialiste

Un autre aspect socialiste d'Octobre réside justement dans le fait que le prolétariat, dépassant toutes les alliances, ait dû assumer seul la direction de l'Etat, que tous les autres partis ont dû être éliminés de la scène politique jusqu'à ce que le parti communiste dirige seul la dictature. L'insurrection armée, la destruction de l'Etat existant, la dictature et la terreur sont certes des aspects nécessaires d'une révolution prolétarienne ; mais ils ne suffisent pas à la caractériser, puisque toutes les révolutions, même bourgeoises, présentent ces aspects. L'élimination de tous les autres partis, par contre, le monopole politique du parti de classe du prolétariat, montrent qu'on est allé bien au-delà d'une révolution bourgeoise.

Ce monopole du parti du prolétariat à la tête de l'Etat est d'autant plus remarquable que le prolétariat n'est pas la seule classe au pouvoir. Car si l'Etat issu d'Octobre n'a rien de commun avec une « république bourgeoise du type habituel », il serait cependant faux de le considérer comme une forme pure de dictature du prolétariat ; sa réalité était plus complexe, comme Lénine l'a souligné à maintes reprises.

Ce qui le distingue d'emblée d'une république bourgeoise, c'est le fait qu'il se présente ouvertement comme un Etat de classe. Il ne repose pas sur une « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », mais sur une « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », puisqu'il était impossible d'éliminer l'exploitation à brève échéance. Loin de reconnaître les mêmes droits à tous les « citoyens », il prive certaines classes, les classes exploiteuses, de tout droit politique. Mais, contrairement à la dictature du prolétariat, il ne réserve pas les droits politiques au seul prolétariat. Le pouvoir des soviets repose sur deux classes, qui ont toutes deux des droits politiques et participent toutes deux à la vie et à l'activité de l'Etat, le prolétariat et la paysannerie. Il faut toutefois remarquer que ces deux classes représentées dans l'Etat ne sont pas sur un pied d'égalité : le prolétariat prédomine sur la paysannerie. Cette prédominance est concrétisée par le poids différent entre une voix d'ouvrier et une voix de paysan dans les élections aux soviets ; elle se retrouve aussi dans le mode de recrutement de l'Armée Rouge, qui non seulement exclut les membres des classes possédantes, mais enrôle sélectivement et différemment les ouvriers et les paysans.

L'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (qui s'est traduite par le fait que les paysans non exploités étaient partie prenante dans l'Etat) visait la lutte contre le passé et la contre-révolution féodalo-grand-bourgeois-impérialiste ; elle n'était pas l'équation de classe de la marche vers l'avenir. Au cours de la guerre civile, d'ailleurs, les rapports entre la classe ouvrière et les différentes classes de la paysannerie fu-

rent rien moins que figés, et le prolétariat dut réprimer durement les koulaks et neutraliser les constantes oscillations de la masse moujik, en essayant de s'appuyer pour cela sur la paysannerie semi-prolétarienne. Et vers la fin de la guerre civile, il dut mater à Kronstadt le spectre de la contre-révolution paysanne petite-bourgeoise. C'est parce que la classe dirigeant la révolution visait beaucoup plus loin que ce contenu immédiat des mesures économiques et sociales d'Octobre 1917, en renforçant le prolétariat mondial et en s'appuyant sur lui, qu'elle s'est arrogée la prééminence dans l'Etat. La montée de la révolution en Europe aurait permis d'accentuer encore cette prééminence, d'accorder de moins en moins de droits politiques à la paysannerie russe, d'appuyer toujours plus directement l'Etat soviétique sur le prolétariat international, et d'arriver ainsi à une pure dictature du prolétariat.

Il faut remarquer en effet que les bolchéviks n'ont jamais présenté la constitution des soviets comme un état « idéal » et permanent. Bien au contraire, ils ont toujours insisté sur son caractère contingent et transitoire. Ainsi, par exemple, Trotsky explique dans *Terrorisme et Communisme* que la base sociale des soviets, « corps agissants » comme la Commune et non « parlements ouvriers », ne pouvait pas être délimitée une fois pour toutes, mais dépendait du déroulement des luttes des classes ; que, selon la position qu'elles prenaient dans ces luttes, des couches entières étaient admises à participer aux soviets ou, au contraire, brutalement éjectées. On est loin, non seulement de la démocratie bourgeoise ou de la démocratie en général, mais aussi des schémas formels d'une « démocratie ouvrière » censée garantir automatiquement la voie révolutionnaire ! Le fait que par la suite Trotsky lui-même ait cherché dans une telle démocratie soviétique formelle une garantie contre le stalinisme prouve seulement que personne n'est à l'abri de la pression politique de la contre-révolution.

Citons encore un exemple caractéristique de la façon dont les bolchéviks légiféraient. Les communistes tendent à la suppression de la famille, à la dissolution de l'économie domestique, à la prise en charge par la société de tous les besoins, matériels et « spirituels », des enfants. C'était évidemment irréalisable dans la Russie de 1920. N'ayant pas la possibilité matérielle de fonder l'économie familiale dans l'ensemble de la production sociale, les bolchéviks n'ont pas pu supprimer la famille ; ne pouvant s'occuper socialement de tous les enfants, ils ont dû obliger par la loi les parents à pourvoir à leurs besoins. Mais ils ont éliminé toute la métaphysique de « la famille-base-de-la-société », ils ont réduit le mariage et le divorce à de simples enregistrements administratifs et annoncé le dépassement de toutes ces mesures dès que

### AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

#### EN LANGUE FRANÇAISE

• La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ..	4,00 F
• Revue « Programme Communiste » :	
N°s 1 à 42 .....	épuisés
N°s 45 à 47, 50, 56, 61 .....	4,00 F
N°s doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 .....	7,00 F
N° 58 (192 pages) .....	10,00 F
N°s 59, 60, 62, 63 .....	5,00 F
N°s 64, 65 .....	6,00 F
N°s 66, 67, 68 .....	8,00 F
• Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :	
Volume III : du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) .....	30,00 F
Volume IV : du n° 164 au n° 210 (années 1974-75) .....	35,00 F
• Série : « Les textes du Parti Communiste International » :	
1. Communisme et fascisme, 158 pages .....	8,00 F
2. Parti et classe, 112 pages .....	8,00 F
4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages .....	en réimpression
5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages .....	7,00 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages .....	4,00 F
7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours .....	15,00 F



# Premiers pas du capitalisme chinois

(suite de la page 3)

la preuve du fait que l'industrie domestique des communes dont les méthodes artisanales ont un rendement social très bas, donc un coût plus élevé par rapport à la grande industrie employant le travail associé, est en train d'être remplacée par cette dernière.

L'autre branche que nous avons citée — la sidérurgie — fournit elle aussi une preuve supplémentaire de ce fait. En 1975 25 millions sur les 34 millions de tonnes de lingots produites provenaient des grands établissements industriels achetés en Occident; pour l'acier, les chiffres relatifs à la même année sont aussi instructifs: 22 millions sur les 26 millions de tonnes produites.

Avec la disparition progressive de cette

industrie artisanale des communes s'en-voile en fumée un des grands mythes créés par le romantisme maoïste, à savoir que l'intégration de l'industrie et de l'agriculture au sein de la commune quasi autarcique signifiait le dépassement de la séparation (typique du capitalisme) entre industrie et agriculture et prouvait le caractère socialiste de l'économie chinoise. Dans son ivresse ce « socialisme paysan » romantique ne voyait pas — et ne pouvait pas voir — que cette agriculture et cette industrie autarcique des communes n'étaient rien d'autre qu'une agriculture et une industrie de subsistance, intégrées dans un effort gigantesque pour vaincre la bataille contre la faim, et que loin d'avoir dépassé le capitalisme elles seraient forcément dépassées par lui.

## Le gage de l'or noir

L'industrie moderne connaît donc un essor considérable et depuis 1971 on commence à parler du « rôle dirigeant » de celle-ci dans le processus économique, alors que ce rôle était attribué depuis 1960 à l'agriculture. Aujourd'hui, selon l'inévitable Kenneth Galbraith, la partie de la population non liée à l'agriculture (15 % de la population totale) est responsable de 50 % du revenu national, et c'est l'industrie et le commerce qui pratiquement maintiennent l'Etat, dans la mesure où ce sont eux qui fournissent 90 % de ses recettes. Ces faits qui ne peuvent pas ne pas avoir de répercussion sur l'alignement des forces politiques doivent se traduire nécessairement par la prédominance de la bourgeoisie et des managers de l'industrie et du commerce au sein de l'appareil d'Etat au détriment des représentants des intérêts paysans ou agraires en général. Hua Kuo-feng et Cie sont-ils les représentants de cette bourgeoisie? Nous n'avons pas encore assez d'éléments pour l'affirmer avec certitude, mais certaines déclarations de figures de proue de la nouvelle équipe gouvernementale, faites dans le meilleur style des managers capitalistes du monde entier, le laissent deviner...

Mais revenons à l'industrialisation. Nous avons vu que l'essor économique de la Chine était basé surtout sur l'importation d'équipements et de techno-

logie. Or les exportations industrielles et agricoles chinoises ne sauraient compenser les importations; comment la Chine peut-elle donc payer ces achats? Par des crédits de l'étranger, répondra-t-on. Absolument pas, s'indignent les dirigeants chinois pour qui le recours aux crédits serait preuve de « liuisme sans Liu », de « révisionnisme » et autres horreurs. Selon leur profonde dialectique, l'Etat chinois résoud le problème grâce au... « paiement différé jusqu'à cinq ans », ce qui est bien entendu tout autre chose qu'un vulgaire crédit. Mais pour obtenir ce crédit — pardon, ce délai de paiement! — il faut avoir des gages. Ces gages, c'est l'or noir qui les donne.

Le boom pétrolier qui a lieu en 1969-70 permet à la Chine d'atteindre l'autosuffisance pétrolière à ce moment-là. Depuis la production pétrolière a augmenté fortement: de 20 millions de tonnes en 1970, elle est passée à 50 millions en 1973 et à 75 millions en 1974. Cette augmentation a été tout de suite absorbée par les gigantesques usines pétrochimiques importées de l'Occident, l'exportation de brut en 1974 se limitant à 4 millions de tonnes.

Mais selon les estimations japonaises, l'augmentation de l'exportation de pétrole sera très rapide: elle a doublé en 1975, atteignant 8 millions de tonnes; en 1978 elle devrait atteindre 25 millions et

en 1980 50 millions sur une production globale de 200 millions de tonnes. Le Japon continuera sûrement à absorber pendant longtemps la totalité de l'exportation pétrolière de la Chine, ce qui assurera à celle-ci les devises nécessaires pour financer son développement industriel, dans lequel le Japon aura un rôle de premier plan à jouer. Situés à deux pas l'un de l'autre le jeune capitalisme chinois et le colosse économique japonais ont des besoins complémentaires: l'un manque de capitaux et a un excédent de pétrole; l'autre a un excédent de capitaux et manque de pétrole.

\*

Les dirigeants chinois et leurs acolytes de partout prétendent que la Révolution paysanne, c'est-à-dire historiquement **bourgeoise**, de 1949 a réalisé le socialisme en Chine. Qu'une telle énormité circule sans problèmes au sein du mouvement ouvrier n'est qu'un indice de plus de la profondeur de la contre-révolution stalinienne qui a défigurée totalement la doctrine marxiste avec la théorie rénégate du « socialisme dans un seul pays ». Seul le reniement des notions marxistes le plus élémentaires peut en effet permettre de présenter comme socialiste une société agraire qui tend toutes ses forces pour résoudre le problème crucial de comment se nourrir, afin de se donner les conditions primordiales pour faire les premiers pas vers l'industrialisme, donc vers le **plein capitalisme**. Et c'est là, en fait, la grande réalisation de la Révolution chinoise.

Ces pas permettront de libérer de gigantesques masses humaines du joug de la terre pour les concentrer dans la grande industrie capitaliste moderne. Seul le puissant prolétariat qui sera créé ainsi pourra renouer le fil brutalement rompu en 1926-27, lors des massacres de Shanghai et de Canton et de la victoire du stalinisme dans le monde, pour réaliser, en liaison avec la révolution prolétarienne internationale, la **deuxième moitié** de la révolution: le passage au socialisme, par dessus les ruines de l'Etat chinois actuel et en rupture complète avec toute la tradition maoïste.

FIN

# Révolution et contre-révolution en Russie

(suite de la page 7)

Or, l'économie russe, déjà arriérée, avait été dévastée par la guerre impérialiste et la guerre civile; le niveau de la production était extrêmement bas, pour ne pas dire nul. Ce fait **accentuait** encore la prédominance de la **petite** production, non seulement dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie. Etait-il possible, dans ces conditions, d'obtenir un développement **minimum** de la production en dehors du cadre mercantile? Au X<sup>e</sup> Congrès du PC russe, en 1921, Lénine pose l'alternative: « **Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés non effectués par l'Etat, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme** [notez bien du capitalisme! NdT], **développement inévitable quand il y a des millions de producteurs. Cette politique serait une sottise et un suicide... Sottise, parce qu'elle est économiquement impossible. Suicide, parce que les partis qui essaieraient de pratiquer une telle politique, aboutiraient à une faillite certaine... Ou bien, ne pas essayer d'interdire ou de bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat ».**

Lénine montre que **cinq** types de production s'entremêlent en Russie: l'économie naturelle paysanne; la production marchande simple, agricole et artisanale; le capitalisme privé; le capitalisme d'Etat; le socialisme. Mais ce dernier, dit-il, n'existe pas dans la matérialité des rapports économiques, il n'existe que comme « possibilité juridique » du fait que nous sommes au pouvoir. Encore une fois, il existe dans le domaine politique, et non dans l'économie! Dans ces conditions, la lutte à l'ordre du jour n'est pas celle du socialisme contre le capitalisme, mais celle du socialisme **politique** allié à la

forme la plus avancée du capital, le capitalisme d'Etat, contre la **petite** production capitaliste et même **précapitaliste**. C'est la **petite** production qui est l'ennemi, car il est impossible de la contrôler, et elle crée et recrée chaque jour le capitalisme, dit Lénine. Et pourtant, nous devons lui laisser du jeu, nous devons libérer les échanges privés, le **marché**, car il est impossible de faire circuler autrement les produits de millions de petites entreprises. Loin de pouvoir nous attaquer au capitalisme, nous devons **l'encourager**, car c'est seulement dans cette forme que, les choses étant ce qu'elles sont, l'économie russe peut se développer. Mais nous devons tenter de le contrôler, et l'**orienter** vers le capitalisme d'Etat, pour faciliter le passage **ultérieur** au socialisme.

Alors que la Gauche italienne l'a approuvée sans hésitation ni réserve, cette orientation des bolchéviks a rencontré l'incompréhension et l'opposition des « gauchistes ». Au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC, la représentante de l'opposition ouvrière russe, Kollontaï, a rivalisé avec les KAPDistes pour expliquer qu'il **fallait** passer au socialisme... ou alors quitter le pouvoir. Il est significatif de les voir rejoindre ainsi, par l'autre côté, la vieille position menchévique: socialisme immédiat ou pouvoir à la bourgeoisie. Et il ne faudra pas s'étonner de voir Staline reprendre la même alternative en 1926... pour justifier la « construction du socialisme » dans la seule Russie.

Les uns et les autres ne comprenaient pas le rapport dialectique entre pouvoir politique et économie, ni la stratégie internationale du communisme. Ils ne comprenaient pas que le but de la NEP était le **maintien du pouvoir politique** et non « l'essor » de la production russe. Les bolchéviks ne faisaient pas du développement de l'économie russe une fin en soi. Celui-ci ne les intéressait que dans la me-

sure où il était nécessaire au maintien de la « possibilité juridique » qui faisait de ce développement capitaliste des « pas vers le socialisme », et qui surtout leur permettait de mettre toute la force d'un grand Etat au service de la révolution mondiale qui à son tour lui apporterait son aide.

Les « gauchistes » ont insisté sur les dangers qu'il y avait à laisser une certaine liberté au capitalisme en Russie, mais ils n'opposaient que la politique suicidaire de Gribouille à la courageuse tentative des bolchéviks. Ces dangers, Lénine les connaissait mieux que quiconque. Au XI<sup>e</sup> Congrès, en 1922, il cite Oustrialov, un émigré porte-parole des cadets; celui-ci affirmait qu'à travers la NEP les bolchéviks allaient, qu'ils le veuillent ou non, construire en Russie un « Etat bourgeois ordinaire », et qu'il fallait donc les soutenir. Aux « doucereux mensonges communistes », Lénine préférait cette « vérité de classe de l'ennemi de classe », et il déclarait sans ambages: « **Il faut le dire, ces choses-là sont possibles!** »

Il est certain qu'en laissant du jeu au marché, **c'est-à-dire au capitalisme**, on libérait un processus dynamique de développement capitaliste, et on alimentait les forces sociales qui sont l'expression et les défenseurs du capitalisme. Il **fallait** le faire, mais il fallait aussi **essayer de contenir et de contrôler** ce développement, **d'empêcher** ces forces sociales de prendre le dessus. C'était risqué, c'est vrai, mais il fallait courir ce risque — ou capituler sans conditions. Les bolchéviks ont accepté le combat, le combat du pouvoir prolétarien pour **contenir et orienter** un développement du capitalisme qu'il **ne pouvait pas « bloquer »** complètement. Ce combat, hélas, ils l'ont perdu; nous l'avons perdu.

(à suivre)

## Presse du Parti

### programme communiste

#### REVUE THEORIQUE

Au sommaire du n° 72 :

- **Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.**
- **Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).**
- **Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).**
- **Cours de l'Impérialisme mondial.**

104 pages - 10 F

Commandes aux Editions Programme

\*

### EL PROGRAMA COMUNISTA

Au sommaire du N° 22

- **Desde el Líbano hasta Sudáfrica pasando por Europa: Las consecuencias extremas y devastadoras de la contrarrevolución staliniana**
- **Las Tesis de la Izquierda: Introducción**  
El curso histórico del movimiento de clase del proletariado. Guerras y crisis oportunistas
- **Propiedad y Capital**
- **Elementos de crítica política y de apreciación histórica de la Junta de Coordinación Revolucionaria latinoamericana.**

**Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues!**

**Souscrivez!**

## Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles :** le dimanche 6 février de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Aix-en-Provence,** une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 9 février et le 2 mars, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● **A Angers :** vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● **A Lille :** les dimanches 30 janvier, 13 et 27 février, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon :** le samedi 8 janvier, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● **A Marseille :** la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● **A Mulhouse :** le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

● **A Paris :** 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Strasbourg :** le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● **A Toulouse :** vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● **A Lausanne :** tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 5 et 19 février, ainsi qu'en général tous les premier et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite: « Atelier ».

### Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montchoisy  
LAUSANNE 19

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse: 52926